



# STÉPHANE LAPORTE > FRANÇAIS, QUE VOULEZ-VOUS?

page A5



**Tagliani termine deuxième et Carpentier quatrième**  
Cahier Sports, page 14



**Personnalité de la semaine**  
Francesco Bellini  
page A14



**Bouger, c'est la santé**  
et le courrier de Josée Lavigueur  
Élan, Cahier Santé, page C4



**John Irving**  
visite guidée  
Cahier Lectures, page B1

MONTRÉAL | DIMANCHE 28 AVRIL 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118<sup>e</sup> ANNÉE > NO 185 > 56 PAGES > 4 CAHIERS

65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

## La France se mobilise

Près de 100 000 Parisiens manifestent pour « barrer la route » à Le Pen



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
collaboration spéciale  
LA PRESSE À PARIS

Ce n'était que la répétition générale avant les défilés du 1<sup>er</sup> mai – sacro-sainte fête des Travailleurs – qui devraient rassembler mercredi contre Le Pen des centaines de milliers de manifestants rien que pour la ville de Paris.

Pour une simple répétition, ça ne manquait pas de monde, ni à Paris ni en province, où on a compté 20 000 manifestants à Grenoble, Lyon ou Marseille. Entre autres.

À Paris, entre la République, la Bastille puis la Nation, pas loin de 100 000 personnes — jeunes en majorité mais pas seulement — ont défilé pendant près de deux heures et demie au cours d'une manifestation colorée et joyeuse organisée par quelques dizaines d'organisations politiques et culturelles les plus diverses. Depuis le Planning familial jusqu'à Amnesty International ou à Ensemble contre la peine de mort. Comme aux grandes heures de la Bastille, des grappes humaines étaient accrochées au socle de la colonne du Génie.

Voir PARISIENS en A2

**cyberpresse.ca** Suivez le duel Chirac- Le Pen de jour en jour à : [www.cyberpresse.ca/france](http://www.cyberpresse.ca/france)

## À UN GAIN DE LA 2<sup>e</sup> RONDE... GRÂCE À THÉODORE!



PHOTO AP

Les Bruins estiment avoir dominé le match d'hier après-midi au Fleet Center de Boston, sauf qu'il y avait un certain José Théodore en grande forme devant le filet du Canadien, qui rentre à Montréal après s'être approché à un gain de la deuxième ronde. Comme en saison régulière, le Canadien a gagné 2 à 1 même s'il a été complètement surclassé (44-13) au total des lancers. Oleg Petrov, avec son premier but en carrière durant les séries, à son 13<sup>e</sup> match, et Bill Lindsay ont déjoué Byron Dafoe. À lire dans le cahier Sports, pages 2 à 7.

## Charest réitère sa promesse de référendums

Presse Canadienne

QUEBEC — Le chef du PLQ, Jean Charest, a répété hier devant les maires de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) que les citoyens de municipalités fusionnées pourraient amorcer un processus de défusion sous un éventuel gouvernement libéral.

Il a cependant ajouté que son parti ne ferait pas directement campagne en faveur des défusions, faisant plutôt valoir qu'il s'agissait plutôt de défendre le vieux principe « pas de taxation

sans représentation ».

« C'est une question de démocratie, a-t-il plaidé. Les citoyens qui paient des taxes ont le droit d'avoir un mot à dire dans l'avenir de leurs communautés. Et il faut faire confiance au jugement des gens.

Si son parti remportait les prochaines élections, M. Charest serait donc disposé à ce que des municipalités fusionnées ouvrent un registre à l'hôtel de ville afin d'accueillir les signatures de citoyens désireux de défusionner.

Un nombre suffisant de signatures déclencherait alors un réfé-

rendum local. Le chef libéral a ajouté qu'une étude complète des avantages et des inconvénients d'une défusion serait produite, pour que les citoyens puissent se faire une opinion éclairée.

Le résultat d'un tel référendum aurait un caractère contraignant pour le gouvernement, a-t-il assuré.

Du reste, M. Charest a brossé les grandes lignes de sa vision des relations que le gouvernement du Québec devrait entretenir avec les municipalités. Il a ainsi soutenu que les libéraux

reconnaîtraient l'autonomie du monde municipal — en permettant la sous-traitance, notamment — et élaboreraient un nouveau pacte fiscal en vue de diversifier les sources de revenus pour les villes.

Ils tenteraient aussi de simplifier les structures et de respecter les identités locales, mais surtout, a insisté M. Charest, ils mettraient le respect du citoyen à l'avant-plan.

Voir CHAREST en A2

## Pour ne pas sombrer

En 40 ans, jamais les particuliers n'ont été aussi endettés, selon les derniers chiffres de Statistique Canada. « Et le surendettement, c'est la plaie de notre société », dit un planificateur financier. Mais il existe divers moyens pour sortir de la spirale de l'endettement, notamment en consolidant les dettes afin de dégaier quelques centaines de dollars par mois. À partir du cas d'un ménage qui habite une maison payée 90 000 \$ il y a quelques années, et dont la valeur a grimpé sensiblement, grâce au boom immobilier, la chronique Vos finances personnelles trouve des solutions, tout en faisant des mises en garde pour ne pas sombrer.

Voir nos informations en A9

## La France m'inquiète



RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale  
LA PRESSE À NEW YORK

des États-Unis, dont le fait d'armes aura été de remporter la primaire républicaine du New Hampshire en 1996 (un bien petit séisme). Après le premier tour, ce frère spirituel de Le Pen a écrit: « Patriotes, traditionalistes, conservateurs et nationalistes de partout doivent saluer la présence d'un mouvement militant en France contre la mondialisation et l'Union européenne. »

Ça voudrait dire que David Duke fait aussi la fête. Chose cer-

taine, le nom de l'ex-dirigeant du Ku Klux Klan refait surface aux États-Unis à la faveur du succès de Le Pen. En 1991, il était venu près de se faire élire gouverneur de la Louisiane face à un politicien corrompu, Edwin Edwards. Comme l'a rappelé un politologue la semaine dernière, le slogan des anti-Duke de l'époque est devenu celui des anti-Le Pen d'aujourd'hui: *Vote for the Crook. It's Important.* (Votez pour l'escroc, c'est important...)

Sans partager les idées de Le Pen, certains Américains ne peuvent pas s'empêcher de prendre un malin plaisir à la déconfiture de la France. Leur réaction est probablement humaine. Les Français ont l'habitude de regarder leur pays de très haut, de le critiquer, de le ridiculiser. Mais comme fiasco électoral, celui de l'Hexagone vaut bien celui de la Floride.

Voir FRANCE en A2

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles  
- télévision  
À tire-d'aile  
À votre tour  
Bandes dessinées  
Bridge  
Décès  
Éditorial  
Êtes-vous observateur?  
Feuilleton  
Forum  
Génies en herbe  
Horoscope

**La Presse Affaires**  
A8  
Loteries A2, A5  
Monde A6, A7, A10  
Mots croisés B9, B11, C10  
Mot mystère B10  
Petites annonces C6  
Décès C6, C7  
- immobilier C6, C7  
- marchandises C7  
- emplois C7  
- automobile C7-C9  
Politique A4  
Sciences C10  
Têtes d'affiche B10  
Vos finances personnelles A9



**MÉTÉO** Voir S20  
neige et grésil  
Maximum 4 > minimum 4



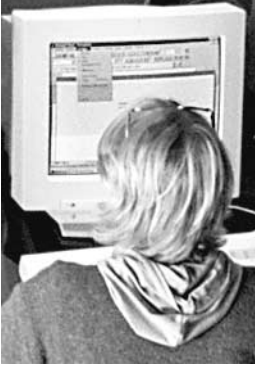
6 21924 98765 1

**Boutique de Golf**  
www.golfufo.com  
**LA GRANDE VENTE EST DE RETOUR! PRINTANIERE**

MONTRÉAL (514) 393-1800  
LAVAL (450) 627-1214 #235  
BROSSARD (450) 443-6788  
TROIS-RIVIÈRES (819) 697-1214

**JUSQU'À 50% DE RABAIS JUSQU'AU 5 MAI**

## 1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



### Les écoliers québécois moins branchés

Malgré l'injection de 300 millions de dollars par Québec dans le réseau scolaire depuis cinq ans, pour y augmenter le nombre d'ordinateurs et de liens à l'Internet, les écoles québécoises traînent derrière le reste du Canada et les États-Unis dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, qui sont en train de transformer rapidement le monde de l'éducation un peu partout. Un dossier de François Berger sur l'école branchée.

À lire demain dans le cahier *Actuel*

## 2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Le GP d'Espagne en ligne et en direct  
[cyberpresse.ca/courses](http://cyberpresse.ca/courses)

> Toutes nos critiques de livres  
[cyberpresse.ca/livres](http://cyberpresse.ca/livres)

> Notre section spéciale sur les séries éliminatoires  
[cyberpresse.ca/eliminatoireslnh](http://cyberpresse.ca/eliminatoireslnh)

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

|                                             | TÉLÉPHONE                       | TÉLÉCOPIEUR    | COURRIEL                                          | HEURES D'OUVERTURE                                                                         |
|---------------------------------------------|---------------------------------|----------------|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>RÉDACTION</b>                            |                                 | (514) 285-6808 | redaction@lapresse.ca<br>commentaires@lapresse.ca |                                                                                            |
| Actuel                                      | (514) 285-7070                  | (514) 285-6808 | actuel@lapresse.ca                                | Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit<br>Sam: 10h à minuit<br>Dim: 10h à minuit                |
| Arts et Spectacles                          |                                 | (514) 285-4814 | arts@lapresse.ca                                  |                                                                                            |
| Économie                                    |                                 | (514) 285-4809 | economie@lapresse.ca                              |                                                                                            |
| Montréal Plus                               |                                 | (514) 285-6808 | montrealplus@lapresse.ca                          |                                                                                            |
| Sports                                      |                                 | (514) 350-4854 | sports@lapresse.ca                                |                                                                                            |
| Éditorial, Forum                            | (514) 285-7027                  | (514) 285-4816 | forum@lapresse.ca                                 | Lundi au vendredi: 9 h à 17 h                                                              |
| <b>CYBERPRESSE</b>                          | (514) 285-7070                  | (514) 285-7123 | commentaires@cyberpresse.ca                       | Lundi au vendredi: 6 h à 2 h<br>Samedi et dimanche: 7 h à 2 h                              |
| <b>ABONNEMENT</b>                           | (514) 285-6911 / 1-800-361-7453 | (514) 285-7039 | abonnement@lapresse.ca                            | Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30<br>Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h                     |
| <b>PETITES ANNONCES</b>                     | (514) 987-8363 / 1-866-987-8363 | (514) 848-6287 | petitesannonces@lapresse.ca                       | Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30                                                          |
| <b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b> | (514) 285-7364                  | (514) 285-6988 | archives@lapresse.ca                              | Lundi au vendredi: 9 h à 17 h                                                              |
| <b>PUBLICITÉ</b>                            |                                 |                |                                                   |                                                                                            |
| Décès et remerciements                      | (514) 285-6816                  | (514) 350-4875 | deces@lapresse.ca                                 | Lundi au jeudi: 8 h30 à 21h<br>Vendredi: 8 h30 à 20 h30<br>Samedi et dimanche: 14 h à 18 h |
| Carrières et professions                    | (514) 285-7320                  | (514) 499-2053 | carrieres@lapresse.ca                             | Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30                                                          |
| National et voilà!                          | (514) 285-7306                  | (514) 845-8129 | —                                                 | Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30                                                          |
| Vente au détail                             | (514) 285-6931                  | (514) 845-5830 | —                                                 | Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30                                                          |

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## 3 > À VENIR CETTE SEMAINE



### > Élection en France

Notre correspondant à Paris analyse au quotidien l'actualité entre les deux tours de l'élection.



### > Grand Prix d'Espagne

Le compte rendu du Grand Prix d'Espagne et les réaction des pilotes, demain dans le cahier Sports.



### > Amélie et Ali

Le *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* et *Ali* sortent enfin en vidéo et sur DVD. Demain dans le cahier Arts et Spectacles.

|                 |                       |                                  |                                     |                   |                          |                   |                             |
|-----------------|-----------------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|-----------------------------|
| <b>LOTERIES</b> | <b>LA QUOTIDIENNE</b> | > À trois chiffres: <b>3-2-4</b> | > À quatre chiffres: <b>9-6-9-3</b> | <b>LOTTO 6/49</b> | > <b>3-8-12-36-40-47</b> | Compl.: <b>21</b> | > Extra: <b>5-3-2-4-0-3</b> |
|-----------------|-----------------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|-----------------------------|

# SUITES DE LA UNE

## PARISIENS

Suite de la page A1

Miraculeusement, pas le moindre incident n'a con clu, comme on le redoutait, la fin de cette manifestation où les multiples services d'ordre demeuraient passablement amateurs. Il faut dire que, tout le long du parcours, un impressionnant dispositif de CRS cuirassés comme Robotcop bouclait à distance la totalité du périmètre. À des manifestants — couverts d'autocollants politiques — et qui voulaient sortir du cortège, les policiers demandaient, avec d'ailleurs la plus grande amabilité: « Monsieur, est-ce que vous pouvez enlever tous les collants que vous portez sur vous? » La crainte des responsables politiques — et du ministère de l'Intérieur — c'est que se produisent des incidents avec d'éventuels partisans de Le Pen.

De ce point de vue, les manifestations d'hier étaient également pour la police une répétition générale. Avec un défilé « républicain » qui pourrait dépasser le demi-million de manifestants dans les quartiers Est de Paris, et la traditionnelle « fête de Jeanne d'Arc » célébrée par Jean-Marie Le Pen aux Tuileries, où il attend 100 000 personnes, le 1<sup>er</sup> mai est considéré comme « la journée de tous les dangers ». Personne parmi les « républicains » ne doute que le leader de l'extrême droite rêve, pour mercredi, d'affrontements violents répercutés par la télévision, et où il apparaîtrait aux yeux de la France tranquille et profonde comme la victime de la violence. De quoi éventuellement lui faire gagner un demi-million ou un million de voix pour le second tour de dimanche prochain.

Hier après-midi à Paris, l'humour n'était franchement pas à l'agressivité. Une grosse moitié de jeunes, étudiants ou collégiens, dont beaucoup semblaient manifester en-dehors de toute organisation



PHOTO AP

**Des manifestations ont eu lieu hier encore dans plusieurs villes françaises, comme ici à Nice, contre la présence de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle.**

structurée. Mais également des gens plus âgés. Beaucoup d'enseignants, d'intellectuels et des incontournables « bo bos » (bourgeois-bohèmes), d'ailleurs symboliquement représentés par le maire (socialiste) de Paris, Bertrand Delanoë. Des vedettes du monde culturel, comme Charlotte Gainsbourg, Jane Birkin, le metteur en scène Patrice Chéreau, le comédien Lambert Wilson ou le chanteur Jacques Higelin. Également des « vedettes » de la politique, venus pour cette manifestation d'amateurs: le candidat vert à la présidentielle, Noël Mamère, ou la secrétaire générale du Parti communiste, Marie-Georges Buffet. Qui reviendront battre le pavé mercredi.

Place de la Bastille, à mi-chemin

du parcours de la manifestation, plusieurs milliers de sympathisants s'étaient massés et se contentaient de suivre le défilé, ou plutôt la succession de défilés qui se suivaient à intervalles espacés. Un couple de septuagénaires portant le macaron du Parti communiste. Une vieille dame arborant un mot d'ordre énigmatique: « Debout l'utopisme! »

Entre 15 h 30 et 18 h, on a ainsi vu passer une partie de la palette quasi-infinie des groupements politiques en France. Il y avait l'Union nationale des étudiants de France, bien entendu, avec ses bannières et ses nombreux manifestants. Mais aussi le Parti communiste, les jeunesses socialistes, les verts — et loin derrière, la Ligue communiste révolutionnaire, qui

appelle à « faire barrage à Le Pen », mais avec une légère ambiguïté concernant le vote. En toute fin de cortège, les sectaires de « Lutte Ouvrière » menés par Arlette Laguiller (5,6 % des voix dimanche dernier), et qui répétaient le slogan: « Chirac, Le Pen = alliés de Seillière » (le « patron des patrons »). C'est-à-dire: « pas-de-vote » pour Chirac le 5 mai.

Mais il y avait aussi tous les non-professionnels de la politique. Des groupes de sans papiers. Des associations militant contre la peine de mort. Des banderoles noir-anarchiste de la très ancienne CNT espagnole, avec en tête du cortège quelques dames de plus de 70 ans. Un petit groupe de Rifondazione comunista italienne, avec la faucille et le marteau. Des militants antisionistes qui avaient l'air

de se tromper de jour en conspuant Ariel Sharon. Une délégation d'Act Up (contre le sida). Et, cerise sur le gâteau, des homosexuels arborant des pancartes « Nous sommes tous des pédés sans papiers ». Au premier rang desquels étaient alignés une vingtaine de « pom pom boys » qui scandaient: « Le Pen, Le Pen, Le Pen, Vilaine, vilaine, vilaine! » mais également: « Abstentionn, piège à conne! » Bref l'après-midi était vite passé.

Mis à part quelques énergumènes à la Laguiller et autres irréductibles, les appels à aller voter dimanche prochain contre Le Pen, c'est-à-dire pour Chirac ou « en utilisant le bulletin Chirac », ont continué à s'accumuler. Bien que le communiqué finalement diffusé vendredi soir par Lionel Jospin ait été jugé trop laconique par beaucoup, les principaux leaders socialistes, communistes et verts se sont relayés dans les médias pour mobiliser leur électorat. Quelques joueurs de l'équipe nationale de football se sont ouvertement prononcés contre Le Pen. On a même entendu un grand navigateur, Bruno Peyron, quelque part dans le Pacifique Sud et en train de réaliser le tour du monde à la voile sans escale et en équipage, déclarer à la radio que ses hommes et lui « avaient suivi avec émotion les événements de dimanche » et que « des hommes amoureux de la liberté et de la nature » ne pouvaient pas ne pas être « préoccupés ». Rompant avec une tradition de neutralité, le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, a ouvertement appelé à voter contre Le Pen: « Il n'y a pas de vote juif, a-t-il dit, car on trouve des juifs de la droite à l'extrême gauche. Mais il ne s'agit pas cette fois d'un choix politique, mais de valeurs morales: on ne peut voter pour quelqu'un qui a dit que la Shoah était un détail de l'Histoire. Ce n'était pas un détail, mais une déchirure de l'Histoire. »

## FRANCE

Suite de la page A1

« La performance surprenante de l'extrême droite me réjouit parce qu'elle effacera du visage des Parisiens cette moue de supériorité morale qu'ils affichent en parlant des États-Unis », a écrit, de Paris, Nina Burleigh, collaboratrice au magazine *Salon*. « À ma grande joie, j'apprends, avec le monde entier, que les Français n'ont pas seulement leur propre Pat Buchanan, mais un pourcentage encore plus grand d'idiots de la même espèce. »

Et vlan!

Mais l'heure n'est pas vraiment à la rigolade ou à la mesquinerie aux États-Unis. De façon générale, les médias ont traité avec gravité la situation politique en France. Ils ont évoqué la dérive de la gauche, l'apathie des électeurs, l'humiliation du pays. Ils ont précisé que tous les électeurs de Le Pen n'étaient pas des racistes, certains tout simplement passer un message.

Et quel était ce message? Selon le commentateur Andrew Sullivan, ce message était un de révolte contre « les platitudes de la gauche + toute immigration est bonne, la criminalité ne peut être endiguée, l'État-nation est mort, le besoin d'une armée forte est anachronique », ces platitudes qui sont formulées de façon routinière par les élites européennes comme des certitudes théologiques, ou presque. »

Les médias ont également fait état, au cours des dernières semaines, des attentats contre les juifs de France et d'ailleurs en Europe. Le 20 avril, le *New York Times* a notamment publié sur le sujet un éditorial remarqué dans lequel il mettait en cause l'attitude partielle des élites européennes face au conflit israélo-palestinien, un conflit qui pousse aujourd'hui des extrémistes (musulmans pour la plupart) à s'attaquer aux juifs et à leurs biens.

Le quotidien illustrait cette attitude en donnant une série d'exemples, dont l'appel des membres du Comité norvégien du prix Nobel en faveur du retrait du prix Nobel de la paix accordé à Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères d'Israël. Le colauréat, Yasser Arafat, ne risque cependant pas de se faire enlever le sien. Le président de l'Autorité palestinienne a encore de solides appuis au sein du comité norvégien, comme dans l'opinion européenne, où la cause de son peuple l'emporte haut la main sur celle des juifs d'Israël.

« Mettre l'accent sur la souffrance d'une seule partie (du conflit) n'est pas une réaction antisémite », a écrit le *New York Times*. Mais le quotidien se demande s'il n'y a pas dans l'attitude anti-israélienne des Européens une volonté de soulager leur conscience collective par rapport à l'Holo-

causte en disant, vous voyez, « les juifs, aussi, peuvent agir avec cruauté ».

Certains journalistes écrivent aujourd'hui des chroniques encore plus pessimistes que celles de Jean-Paul Dubois, l'auteur de *L'Amérique m'inquiète*. Ron Rosenbaum, auteur du livre *Explaining Hitler* (Random House), est l'un d'eux. Il voit dans les actes antisémites en France et ailleurs en Europe une étape vers un « second holocauste », dont se chargeront les « islamo-fascistes ».

« C'est tellement plus facile aujourd'hui pour les Européens de persécuter les juifs, ils n'ont qu'à laisser leurs populations arabes brûler des synagogues et battre des juifs dans la rue pour eux », a-t-il écrit, il y a deux semaines, dans sa chronique régulière du *New York Observer*.

La semaine dernière, après le succès de Le Pen, Rosenbaum n'était pas moins inquiet.

## CHAREST

Suite de la page A1

## N.D.L.R.

La presse d'ailleurs, parcourue par Réal Pelletier chaque semaine dans notre numéro dominical, ne paraît pas exceptionnellement aujourd'hui.

Sur ce dernier point, il a raillé le gouvernement Landry. « Les péquistes parlaient de permettre des consultations populaires, la semaine dernière, mais ils étaient opposés à ce qu'un citoyen participe à une décision sur l'avenir de sa municipalité au moment des fusions », a-t-il rappelé.

Le chef de l'ADQ, Mario Du-

mont, n'est de son côté pas du tout favorable aux défusions. « C'est plus qu'électoraliste, c'est irresponsable, a-t-il indiqué dans son allocution, livrée plus tard dans la journée. Faire croire à des populations que des défusions seront possibles pour obtenir leur vote, cela relève d'un cynisme politique inadmissible. »

Selon M. Dumont, il serait « ir-

réaliste et contre-productif » de revenir en arrière, même si « les fusions ont été mal faites. Il faut maintenant faire confiance aux élus municipaux et leur donner les pouvoirs pour que le compte de taxes des contribuables soit le grand gagnant des fusions », a-t-il plaidé.

Pour l'ADQ, cela peut vouloir dire des services municipaux qui

seraient offerts par des sous-traitants ou la mise en compétition des syndicats avec les entreprises privées pour certains contrats octroyés par une ville, afin d'abaisser la pression sur les coûts.

« Il ne faut pas avoir peur de s'attaquer aux entraves qui empêchent une gestion plus efficiente des administrations municipales », a conclu le chef adéquiste.

## ACTUALITÉS

# Le G8 se défend de se réunir à huis clos

ANDRÉ DUCHESNE

**Comme on s'y attendait, les huit ministres du Travail des pays les plus industrialisés réunis au cours des deux derniers jours à Montréal se sont entendus pour favoriser l'apprentissage continu, condition préalable à faire du travail pour tous une réalité au cours des prochaines années.**

Ce terme « d'apprentissage continu » se qualifie aussi « d'apprentissage tout au long de la vie » et a pour objectif de favoriser la formation professionnelle de groupes trop souvent exclus ou refoulés à des seconds rôles dans le domaine de l'emploi : les moins instruits, les personnes plus âgées ou handicapées, etc.

Au-delà des grands principes qui sous-tendent ce vœu, la rencontre de la fin de semaine a toutefois abouti à bien peu de gestes ou d'engagements concrets. Au point où, au terme de leurs discussions, hier, les ministres ont eu à répondre à plus d'une question concernant le voile de mystère entourant leur meeting.

C'est dire, la rencontre d'hier avait lieu au Club Saint-Denis, endroit très privé situé au 257, rue Sherbrooke Est. Mais pour y accéder, les représentants des médias ont dû s'inscrire à l'avance et se présenter hier matin à l'hôtel Crowne Plaza, au 505, rue Sherbrooke Est, d'où ils ont été conduits en navette.

Pas question de se présenter autrement, même si quelques centaines de mètres seule-

ment séparent les deux immeubles. Sur place, il y avait sans doute plus d'agents de la GRC, de gardes de sécurité et d'attachés de presse que de scribes, photographes et caméramen. Pour aller au toilette, il fallait être accompagné d'un agent jusqu'à la porte. Là, il nous attendait et nous raccompagnait jusque dans la salle de conférence.

La présidente de la conférence et ministre canadienne du Développement des Ressources humaines, Jane Stewart, s'est défendue de travailler à huis clos avec ses homologues, indiquant que les documents de travail se trouvaient sur Internet, que des rencontres ont eu lieu avec des représentants syndicaux et patronaux et qu'il était de mise de trouver un lieu permettant à tous les délégués de participer pleinement aux débats.

Le document intitulé « Conclusions de la présidence » remis hier était composé d'une énumération de constats et de propositions qu'on peut qualifier de « larges ».

Par exemple : « Il est essentiel de disposer d'un nombre accru de personnes occupant un emploi productif pour pouvoir relever les grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle : éradiquer la pauvreté, suivre l'évolution démographique et faire progresser l'économie et la société fondées sur le savoir ».

Ou encore : « L'investissement dans le perfectionnement des compétences des travailleurs et l'apprentissage continu est indispensable au développement économique et social. »

Les conclusions des discussions seront transmises aux chefs d'État du G8 avant leur rencontre de juin prochain à Kananaskis, en Alberta. Quant aux ministres du Travail, ils se reverront en 2003 en Allemagne.

## Mise en garde du SCRS pour le sommet de Kananaskis

Presse Canadienne

OTTAWA — Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a discrètement mis en garde le gouvernement fédéral contre d'éventuels actes de violence à l'occasion du prochain sommet du G8, prévu en juin à Kananaskis, en Alberta.

Selon un rapport préparé par le SCRS, des éléments radicaux du Black Bloc, mouvement ayant perturbé de précédents sommets internationaux, s'organiseront selon toute vraisemblance en vue de la rencontre à laquelle prendront part les dirigeants des principales nations industrialisées.

Les auteurs du document, remis en décembre dernier à quelques agences fédérales clés, avancent que certaines organisations opposées à la mondialisation entendent appliquer à Kananaskis « une diversité de tactiques, ce qui, par le passé, a constitué l'approbation tacite d'attaques violentes contre la police ».

Le document figure au nombre d'une série de récents rapports rédigés par le SCRS au sujet du mouvement mondial de protestation, rendus publics en vertu de la Loi d'accès à l'information. Des informations de na-

ture particulièrement sensible ont au préalable été retirées de ces rapports, à l'origine classés secrets.

Selon ce document, datant de décembre dernier, les attentats perpétrés aux États-Unis, le 11 septembre, n'ont que temporairement détourné l'attention des protestataires de leur mobilisation en vue d'un changement social au chapitre de questions comme l'environnement, les droits de la personne ainsi que la pauvreté.

« Le mouvement antimondialisation continuera à se ressaisir et à poursuivre ses différents objectifs. La grande majorité des protestataires tenteront d'organiser des manifestations sans violence. Ceux qui prônent le recours à la violence, incluant les anarchistes, continueront à le faire », y est-il écrit. Lors du Sommet des Amériques ayant eu lieu à Québec, en juin 2001, des manifestants au visage masqué et vêtus de noir — uniforme habituel des membres du Black Bloc — sont parvenus à renverser une section de la clôture érigée autour du périmètre de sécurité, en plus de lancer des pierres, des balles de golf, des blocs de béton et des rondelles de hockey en direction des forces de sécurité.

## Au procès de Boucher, le jury veut réécouter les plaidoiries

CHRISTIANE DESJARDINS

AU TERME de trois jours de délibérations, le jury n'a toujours pas rendu de verdict à l'endroit de Maurice Boucher, et a même demandé, en fin d'après-midi, hier, de réentendre les enregistrements audio des plaidoiries de la Couronne et de la défense.

M<sup>e</sup> France Charbonneau a plaidé pendant un peu plus d'une journée, alors que l'avocat de Boucher, M<sup>e</sup> Jacques Larochelle, a plaidé pendant deux jours. Avant de donner ces cassettes au jury, les services de transcription judiciaires doivent d'abord expurger les bandes de tout ce qui a été dit hors de la présence du jury. Un travail qui doit commencer ce matin.

Mis bout à bout, ces enregistrements représentent environ neuf heures d'écoute. « Pour une heure d'écoute, il faut calculer une heure trente de travail, a fait savoir le juge Pierre Béliveau, en ajoutant que si la tendance se maintenait, le jury en avait pour deux jours à écouter les cassettes. Le magistrat a d'ailleurs averti les huit hommes et quatre femmes qui composent ce panel, qu'ils ne pouvaient pas écouter seulement une partie des bandes.

Ils sont obligés de les écouter en entier. Ils peuvent cependant réécouter plusieurs fois la

même partie, s'ils le veulent.

Cette demande du jury laisse supposer que cette affaire n'est pas facile à trancher, et qu'il cherche la voie pour arriver à un consensus. Mais le suspense pourrait durer encore et encore. Lors du premier procès de Boucher pour les mêmes accusations, en 1998, les délibérations du jury n'avaient duré qu'une journée et demie. Rappelons que le chef des Hells Angels Nomads est accusé des meurtres prémédités de deux gardiens de prison, Diane Lavigne et Pierre Rondeau, de même que de tentative de meurtre sur leur collègue Robert Corriveau.

Hier, au cinquième étage du palais de justice de Montréal, habituellement désert les fins de semaine, on retrouvait plusieurs représentants des médias qui faisaient le pied de grue près de la salle d'audience, de même que des habitués du palais qui avaient tenu à se rendre sur place, au cas où. Du côté des parents des victimes, on retrouvait Danielle Lavigne, soeur de feu Diane Lavigne.

L'amie de coeur de Boucher, Louise Mongeau, accompagnée de quelques amies, était aussi présente, de même que des avocats qui défendent souvent les individus reliés aux Hells Angels, M<sup>e</sup> Gilbert Frigon, et M<sup>e</sup> Benoît Cliche. La fébrilité et la nervosité étaient palpables.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse ©

Une partie des armes et objets divers saisis lors de la manifestation contre le G8 vendredi soir à Montréal.

## MANIFESTATION ANTIMONDIALISATION

## La police exhibe le matériel saisi hier

RAYMOND GERVAIS  
et SÉBASTIEN RODRIGUE

LE SERVICE de police de la Ville de Montréal a exhibé hier une partie du matériel saisi lors d'une manifestation antimondialisation qui s'est déroulée vendredi soir au square Dorchester, angle Peel et René-Lévesque, au cours de laquelle 25 personnes ont été arrêtées.

Le commandant André Durocher du SPVM a expliqué que 18 d'entre-elles ont été accusées de voies de fait ; deux d'agressions armées ; quatre de méfaits sur des véhicules du service de police et une autre a été arrêtée pour bris de condition.

De plus, 147 constats d'infractions pour attroupement illégal ont été émis à autant de personnes. Au total, quelque 400 personnes ont pris part à la manifestation qui a été tuée dans l'oeuf par les policiers.

Les agents ont décidé d'agir avant même que le trouble ne commence, procédant à des arrestations de façon préventive.

Les policiers savaient depuis quelques jours qu'une manifestation se préparait et que certaines personnes avaient l'intention de poser des gestes violents. Des graffitis tel que « G8 = égal émeute » retrouvés un peu partout dans la ville ont mis la puce à l'oreille des policiers que quelque chose se préparait.

D'autres informations à l'effet que des personnes portant des sacs à dos dans lesquels se trouvaient divers projectiles, se trouvaient sur les lieux. Les agents ont aussi appris que plusieurs personnes étaient en possession de cocktails Molotov.

Vers 18 h, les policiers ont encerclé les manifestants. Une quinzaine de minutes plus tard, des projectiles ont été lancés en direction des policiers et une journaliste a été atteinte à la tête par une balle.

Un manifestant a aussi lancé de l'essence sur un policier. La police affirme avoir à ce moment dit aux manifestants qui désiraient de quitter le groupe de le faire immédiatement. Vers 18 h 45, les policiers ont avisé les manifestants qui se trouvaient toujours sur place qu'ils étaient en état d'arrestation pour attroupement illégal.

M. Durocher a rappelé que la mission du SPVM consistait à prévenir le crime, à main-

tenir la paix publique, à assurer l'ordre, à protéger la vie et la propriété ainsi qu'à prévenir toute forme de violence.

Le policier a précisé que c'était dans ce cadre bien précis que les agents sont intervenus vendredi. Le commandant a rappelé une décision de la Cour suprême du Canada qui, dans des circonstances particulières, donne le pouvoir aux policiers de réaliser des interventions préventives.

Ces critères sont la présence de personnes au passé violent, le fait de savoir que des gens sont là pour faire de la casse et que les agents savent que des manifestants sont en possession d'armes ou d'objets pouvant servir d'armes.

Parmi les armes saisies, il y avait un pistolet de calibre 9 mm, des cocktails Molotov, des couteaux, des bâtons, des billes et des lance-pierres, des boules de billard, des balles de golf, des boules de marbre, de l'essence, un marteau et des masques à gaz.

Selon la police, le manifestant qui était en possession du pistolet aurait fait feu à deux ou trois reprises à la station de métro Peel, quelques minutes plus tôt.

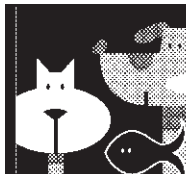
Par ailleurs, la Ligue des droits et libertés de même que le Conseil central du Montréal métropolitain ont condamné hier l'intervention policière estimant qu'elle brimait le droit de manifester.

La Ligue des droits et libertés avait dépêché ses observateurs sur place qui ont d'ailleurs été encerclé avec les autres manifestants. La présidente de la ligue, Nicole Fillion, a dénoncé l'attitude des policiers qui ne sont pas autorisés à faire des arrestations préventives, selon elle.

« Ils ont utilisé le moyen extrême qui a violé de façon disproportionnée les droits civils des gens », dit-elle.

Selon la Ligue des droits et libertés, l'intervention policière laisse planer le doute quant au droit de manifester. « Est-ce que ça veut dire que tous les gens qui participent doivent être mis sous arrêt », s'est interrogé M<sup>me</sup> Fillion.

La Ligue a indiqué qu'elle étudierait la possibilité d'une plainte à la Commission de déontologie policière. En attendant, elle suggère aux personnes mises à l'amende de contester leur contravention.

  
**ANIMAUX**

**4 jours**  
consécutifs

pour seulement  
**30**,48 \$\*  
pour 3 lignes

2,54 \$\* par ligne additionnelle par jour  
\*taxes en sus

**LES PETITES  
ANNONCES**

**987- VENDU**  
sans frais 1 866 987-VENDU  
(8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

**La Presse**  
cyberpresse.ca

# Importante manif pro-palestinienne



Ces deux jeunes femmes ont défilé hier dans les rues du centre-ville de Montréal, pour réclamer justice pour les Palestiniens.

ANDRÉ DUCHESNE

FORMÉE il y a à peine deux semaines, la nouvelle Coalition pour la justice et la paix en Palestine a commis son premier geste d'éclat hier en orchestrant une importante manifestation en faveur du peuple palestinien dans les rues du centre-ville de Montréal.

Des milliers de manifestants, femmes, enfants, jeunes, personnes âgées, personnes d'origines palestiniennes, québécoise et bien d'autres ont défilé pacifiquement le long de la rue Sainte-Catherine. Les drapeaux palestiniens claquaient au vent, les slogans anti-Israël, anti-Bush et réclamant la paix fusaient. Sur les pancartes brandies par les manifestants, on lisait des slogans tels « The occupation is kill us all », « Jenine was a massacre », « Aujourd'hui nous sommes tous Palestiniens ».

Selon l'un des organisateurs, Amir Khadir, au moins 5000, voire 7000 manifestants ont ainsi défilé dans la rue. « Oui, je suis heureux, car cette coalition est très large et est représentative de la société québécoise, qui désire s'exprimer en faveur de notre cause », a-t-il dit.

La coalition regroupe des organismes provenant de tous les horizons : Association des projets charitables islamiques, Association québécoise des organismes de coopération internationale, CSN, CSQ, Conseil musulman de Montréal, Opération salAMI et plusieurs autres.

Une fois les manifestants arrivés devant le complexe gouvernemental Guy-Favreau, boulevard René-Lévesque, plusieurs dirigeants de ces organismes ont pris la parole afin de faire part de leurs revendications. Ici, on retrouvait le président de la CSN, Marc Laviolette, la

présidente de la Fédération des femmes du Québec, Vivian Barbot, le dirigeant de Palestiniens et Juifs unis, Bruce Katz et plusieurs autres.

La liste des revendications était exhaustive : retrait de l'armée israélienne des villes et villages palestiniens, envoi d'une force d'interposition des Casques bleus, démantèlement des colonies israéliennes, et plusieurs autres.

Des dirigeants politiques canadiens, les manifestants ont réclamé la « fin de la politique de complaisance face à l'agression, à l'occupation et à la colonisation israéliennes » et l'envoi d'une aide humanitaire substantielle au peuple palestinien. Dans la rue, ils ont scandé : « Chrétien, que fais-tu ? »

La police de Montréal n'a signalé aucun incident au cours de cet événement.

## Comment regagner la confiance de la population?

Le gouvernement Landry en « dynamique de groupe »

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Landry va « rebondir », mais pour l'heure, les ministres se sont demandé toute la journée hier comment ils pourraient bien regagner la confiance de la population. L'humeur semblait au beau fixe en fin d'après-midi à la sortie du Conseil des ministres, une réunion extraordinaire convoquée par Bernard Landry pour faire le point sur la stratégie gouvernementale des prochains mois.

À la sortie des huit heures de discussions, le ministre des Affaires municipales André Boisclair reconnaissait sans détour que personne n'était « naïf » devant les problèmes récents, le résultat des partielles et les sondages défavorables, « mais il n'y a pas d'états d'âme (de découragement) autour de la table », a-t-il précisé. Les ministres se sont demandé toute la journée : « Que peut-on faire pour regagner la confiance de la population, pour lui dire qu'on a des projets ? », a dit M. Boisclair, convaincu que le gouvernement a la capacité « de rebondir » et de surprendre bien des observateurs.

« Au cours des dernières élections complémentaires des souverainistes qui ont un bon niveau de confiance envers le gouvernement ont, pour une raison ou une autre, abandonné le Parti québécois, sans passer aux libéraux, ajoute M. Boisclair. Il peut y avoir bien des surprises dans les mois qui viennent. On n'est pas à terre, on est enthousiastes. L'équipe du Parti québécois est capable de rebondir, la confiance en train de se développer au Québec va nous porter pour les prochains mois. »

Le ministre Boisclair a refusé de répondre quand on lui a demandé pourquoi, bien qu'il soit au pouvoir, le PQ n'a pu attirer Pierre Paquette dans le comité de Joliette. « Il y a encore des discussions », a-t-il répondu.

Pour la vice-première ministre Pauline Marois, les discussions d'hier ont permis de faire le point sur les réalisations et sur les projets pour le futur. « On a le goût de reconquérir le cœur des Québécois et

d'aller chercher leur confiance », a-t-elle dit.

### Bisbille dans Joliette

Pour le ministre organisateur Rosaire Bertrand, les tensions dans le comté de Joliette ne sont pas anormales et ne résultent pas du départ précipité de Guy Chevrette : « Il y a encore des séquelles, on ne peut pas perdre dans un comté un homme comme cela sans qu'il y ait des séquelles. » Mais les déclarations incendiaires du président de Joliette, Jocelyn Jalette, ne sont pas un règlement de comptes pour le départ de l'ancien ministre croit M. Bertrand. « Qu'un président de comté donne son opinion je trouve cela normal », a-t-il dit à *La Presse*. Vendredi, M. Jalette soutenait que l'entourage du premier ministre Landry était « déconnecté », s'imaginant que la partielle de Joliette serait remportée facilement par le PQ. « Ce n'est pas parce qu'il y a des petits commentaires qu'il faut penser que cela va mal », a estimé M. Bertrand.

Pour Jean-Pierre Charbonneau, titulaire des Affaires intergouvernementales, les ministres ont fait une « analyse à la fois réaliste et enthousiasmante sur la suite des choses ». « Cela fait des semaines que les médias parlent de la situation, nous on regarde l'avenir, a-t-il dit. Ce qu'on veut faire, ce qu'on est capable de faire et le temps dont on dispose, cela nous donne toutes les raisons d'être optimistes », a conclu M. Charbonneau.

« On a parlé de tout, ce fut un tour de table très intéressant, sur la stratégie électorale mais aussi beaucoup plus large que cela, s'est contenté de dire Louise Beaudoin, titulaire des Affaires internationales. Cela a été un bon et un beau moment, avec de vrais débats, on s'est posé les vraies questions; c'est rare qu'on puisse discuter librement, sans un ordre du jour. Ce fut une dynamique de groupe. » Pour Mme Beaudoin, il n'y a pas l'ombre d'une grogne à l'endroit de l'entourage du premier ministre, et la solidarité derrière M. Landry est indéfectible, même avant son départ pour une semaine au Chili et au Pérou, la semaine prochaine.

## Lock-out chez Vidéotron

VIDÉOTRON Télécom a décidé de décréter un lock-out contre ses employés à compter de midi demain, le 30 avril. Vidéotron répond ainsi à ses employés qui eux ont rejeté les dernières offres patronales, qualifiées de finales par l'employeur le 23 avril.

La compagnie soutient ne pas avoir d'autre choix que d'agir ainsi et de mettre en oeuvre un plan de rechange rigoureux. Elle affirme que tous les moyens seront utilisés pour continuer d'offrir le service à sa clientèle.

« Nous sommes extrêmement déçus de la tournure des événements.

Alors que la compagnie commence tout juste à retrouver le chemin de la rentabilité, l'intransigeance du syndicat nous étonne d'autant plus que nous avons essentiellement offert le statu quo par rapport à la convention collective, expirée le 31 décembre dernier », a déclaré Eugène Marquis, président et chef de la direction chez Vidéotron. M. Marquis dit souhaiter que le syndicat reconsidère sa position, car la situation financière de l'entreprise, qui était acculée à la faillite, ne lui permet pas d'aller plus loin dans ses offres.

**DU CARACTÈRE!**

Tous les dimanches dans

**LECTURES**

LE CENTRE EQUILIBRIUM PRÉSENTE

**L'INSTITUT DE YOGA ET DE MÉDITATION**

POUR INFORMATION SUR LES COURS APPELÉZ

**(514) 843-YOGA(9642)**

**VENTE PORTES OUVERTES**

**HORIZON LUSSIER**

**TERRY** Caravane à sellette, Modèle 28-51 EX, fibre de verre toute équipée  
**SPÉCIAL 28,995\$** : 1 en inventaire  
Roulotte Terry extra-légère 724D  
**SPÉCIAL 18,995\$** : 2 en inventaire

**Bonair** Roulotte Bonair ultra-légère BA-721  
**SPÉCIAL 14,795\$** : 1 en inventaire  
Caravane à sellette Bonair Modèle 24 pieds, ultra-lite, lits superposés pour enfants,  
**SPÉCIAL 14,995\$** : 1 en inventaire

**HOLIDAY RAMBLER** Neptune 2002 (Holiday Rambler) Diesel Pusher 36 pieds / 275 HP / 2 extensions  
**À partir de 159,900 \$**

**CONDOR** 2001 neufs par Trail-Lite Moteur à gaz chassis Workhorse 35 pieds / 2 extensions  
Modèle 1340 : 1 en inventaire  
Modèle 1350 : 1 en inventaire  
**Spécial: 99,900\$**

Plusieurs autres spéciaux sur motorisés classe «A», «B», «C» démonstrateurs ou usagés en inventaire

**FAITES VITE La vente se termine le 28 avril Les quantités sont limitées !!!**

**MARIEVILLE** sortie 37 de l'autoroute 10  
**450-460-3666**  
**1-800-387-4100**  
[www.horizonlussier.com](http://www.horizonlussier.com)

**ROULOTTES Ste-Anne inc.**

Terrebonne (450) 477-1803 et les industries de V.R. Comete inc.

sans frais **1 877 477-1803**

**MEGA PORTES OUVERTES 27 et 28 avril**

**33 ans déjà**

**Cadeau avec chaque achat**

**Concours d'habileté**

**Prix de présence (aux heures)**

**Animation familiale**

**Service de cantine**

**50 unités usagées inspectées prêtes pour livraison**

**Liquidation des modèles 2001**

**WILDERNESS**

**SATELLITE 2002**

**Plus de 350 véhicules • Vaste salle d'exposition à l'intérieur**

**• Vente • Pièces • Service • Accessoires**

**Exclusif à Roulottes Ste-Anne**

**AEROSTAR** Haut de gamme à prix abordable

**Bantam**

**the Cub**

**Aero**

**Titanium**

**Golden Falcon**

**Trail Lite**

**Trail Bay**

**Conchmen**

**Roulottes de parc**

**Roulottes de voyage**

**Roulottes ultralégères**

**Caravanes à sellette**

**Tentes-roulottes**

# Français, que voulez-vous?



**STÉPHANE LAPORTE**

collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

La France est dans la merde. Après le premier tour de l'élection présidentielle, les Français ont le choix entre le candidat de la droite Jacques Chirac ou le candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen. La pluie ou l'orage. Noir pâle ou noir foncé.

La politique française vient de connaître son Waterloo. Et tous les analystes s'accordent à dire qu'il n'y a, à l'horizon, aucun leader français capable de sauver la situation. De réunifier ce pays divisé. Ce pays qui ne se donne même plus la peine de voter. Mais alors d'où viendra le prochain sauveur de la France? Du QUÉBEC! Oui, du Québec!

Qui a sauvé le showbusiness français? Le Québec! Quelle est la chanteuse numéro un en France? Céline Dion! Quel est le chanteur numéro un en France? Garou! Après avoir exporté nos chanteurs en France, il est temps maintenant d'y exporter nos politiciens. La France manque de voix. Nous en avons plein. Même des voix électorales.

Il y a, chez nous, le seul être hu-

main capable de sauver la vie politique française. Le Jeanne d'Arc de Shawinigan. Et j'ai nommé, Jean Chrétien! Oui, il est temps que la carrière de notre cher premier ministre prenne une envergure internationale. Il a fait tout ce qu'il y avait à faire ici. Même qu'il l'a trop fait. Son avenir est là-bas. Dans la mère patrie. Je sais qu'on le critique beaucoup. Mais à côté de Chirac et de Le Pen, c'est un Churchill, c'est un Roosevelt! Et ça, même les Français le réaliseront. Qu'il fonde le PLF. Le Parti Libéral de France. Et les Français succomberont à ses charmes. C'est certain.

Parce que voyez-vous, le principal problème du politicien français, c'est qu'il est... Français. Il parle trop bien. Il manie trop bien la langue. Pas moyen de l'affronter. De le déstabiliser. Il s'écoute parler. Et s'en tire toujours. Chirac a trempé dans plus de scandales que tous les premiers ministres du Canada ensemble. L'affaire de l'auberge de Grand-Mère, c'est une petite merde de chien à côté des magouilles du président français. Mais il n'y a pas moyen de le poigner. Parce que lorsqu'il commence à citer Lamartine, Chateaubriand ou Bob Morane, il endort tous ses interlocuteurs. Jean-Marie Le Pen parvient, grâce à son art oratoire, à donner du sens à ses propos odieux. Aucun intervieweur n'a jamais réussi à le mettre en boîte. Il a trop le tour avec les mots. Et c'est comme ça pour tous les politiciens français. Ils ont toujours raison. Ils ne se

trompent jamais. Et le pire, c'est lorsqu'on les écoute parler, on se dit que c'est vrai! On est d'accord avec eux. Qu'ils soient socialistes, gaullistes, communistes, cyclistes, verts, bleus, blancs, rouges ou bruns, ils finissent par nous convaincre. Par avoir le dernier mot. Alors comment voulez-vous que l'électeur s'y retrouve? Tout le monde a raison. Alors, il vote pour n'importe qui. Ou pire, il ne se donne même pas la peine de voter. Il n'ose pas s'immiscer dans le débat. Ils sont si savants. Ils ont tellement l'air de ne pas avoir besoin de personne. Même pas de ceux qui votent. Et cette attitude donne les résultats catastrophiques de dimanche dernier.

Imaginez le vent de fraîcheur qu'apporterait notre bon Jean Chrétien dans le paysage politique français. Enfin, un homme incapable de se servir de sa langue. Incapable d'étourdir par sa verve. Un homme qui ne pense pas plus qu'il ne le faut. Un homme qui répond aux questions avec des phrases longues de trois mots: « Que voulez-vous? », « C'est de même! », « OK, pis après? ». Quelle différence rafraîchissante pour l'électorat français!

Imaginez le plaisir que les PPDA, Anne Sinclair et Bernard Pivot auraient à interviewer le président Jean Chrétien. Imaginez avec quelle facilité, ils parviendraient à lui faire dire plein de choses. Enfin les Français sauraient ce qui se passe en France. La France, qui

sera devenue, bien sûr, le plus meilleur pays du monde!

Avec des politiciens du Canada, finies les pertes de temps. Finis les discussions stériles et les débats de fond. Est-ce qu'il y a des débats de fond au Canada? Non, jamais! Ici, on n'est pas de droite, de gauche, de centre-droite ou de centre-gauche. On est de Shawinigan! On perd pas son temps à avoir des opinions sur tout. On se la *fârne* et on *gouvârne*! Quel programme merveilleux pour un peuple épuisé par trop d'envoies verbales.

La France en a marre de sa classe politique. La France a soif de simplicité. Et avec Jean Chrétien, ils ne peuvent pas trouver plus simple. Vous me direz que certains cousins auront peut-être un peu de difficulté avec l'accent. J'y ai pensé. Si c'est le cas, Chrétien n'a qu'à faire sa campagne présidentielle en anglais. Les Français ne comprendront rien. Mais ils n'oseront jamais l'avouer. Car un Français comprend, même lorsqu'il ne comprend pas.

Cher Monsieur Chrétien, je sais que cette proposition ne faisait pas partie de votre plan de carrière. Il paraît même que vous songeriez à un quatrième mandat au Canada. Changez d'avis. À votre âge, on ne refuse pas une retraite dorée à Paris. Pensez à Aline, qui deviendrait la première dame de France, et qui pourrait jouer du piano à l'Opéra. Et songez à l'ultime jouissance que vous ressentirez, le jour où, en tant que président de la France, vous re-

cevrez à l'Élysée, le premier ministre du Québec, Bernard Landry! En pâmoison devant vous! Ou vert de jalousie. Dans les deux cas, vous n'aurez jamais tant ri.

En espérant, pour le plus grand bien des Français, et indirectement des Canadiens aussi, que cette idée saura vous plaire et que vous partirez pour la France dans les plus brefs délais.

En attendant, j'attends mon chèque de Paul Martin!

■ ■ ■

Selon la prestigieuse émission *60 minutes* de CBS, le Canada serait un paradis pour les terroristes. Ne soyez donc pas surpris que, dans une prochaine publicité imprimée de Tourisme-Canada, on puisse lire cette citation: « Selon la prestigieuse émission *60 minutes* de CBS, le Canada serait un paradis... »

■ ■ ■

L'économie devrait aller mieux. Gérald Tremblay vient de démissionner de 50 conseils d'administration!

■ ■ ■

Le premier ministre Bernard Landry a déclaré, cette semaine, que le hockey redevenait intéressant à suivre. On a hâte que la politique le redevienne aussi!

■ ■ ■

À voir de quelle façon le défenseur des Bruins de Boston, Kyle McLaren lève le bras, il pourrait postuler pour remplacer Charles Dutoit à l'OSM.

AUTOBAINES



7 JOURS  
3 LIGNES

35,70 \$

En prime, votre annonce sur cyberpresse.ca

Ça Presse  
987 - VENDU

327

## Quatre à six jours d'inactivité et la musculature commence à se dégrader...

...et les douleurs arthritiques s'intensifient. Si la souplesse musculaire diminue, il y a de fortes chances que votre douleur augmente.

Des applications appropriées et répétées de capsaïcine (minimum 3 à 4 fois par jour de la crème analgésique extra forte Flex-O-Flex) vont soulager votre douleur et un programme régulier d'exercices de faible intensité préviendra la détérioration musculaire.

Pour soulager les douleurs exigeantes et tenaces, faites appel aux ressources des stratégies de Flex-O-Flex qui procureront un soulagement durable, consultez l'arsenal Flex-O-Flex pour combattre l'arthrite, un plan d'action basé sur sept formules différentes de Flex-O-Flex.

Pourquoi ne pas essayer Flex-O-Flex, ampoules buvables de 2 000 mg chacune (une ampoule par jour maximum) de sulfate de glucosamine, une dose supranutritionnelle, une véritable mine de glucosamine. Le flexilium le plus rapide de la gamme des réalisations de Flex-O-Flex, un arthro-protecteur, stimule et renforce vos défenses naturelles. Une super concentration maximale, un puissant pilier pour vos articulations.

Et cette formule exclusive, le Flex-O-Flex multi qui se présente en comprimés et qui regorgent de vitamines et minéraux. Un acti-flex de 16 ingrédients dont la vedette est l'hydroxyapatite, le summum des calciums (le calcium le plus hautement assimilable). Le plus complexe des Flex-O-Flex, puissant et logique. Din émis par Santé Canada: 02238136.

Ne laissez pas la douleur contrôler votre vie. Bougez!

Un produit  
**Bio Actif**

Montréal: (514) 272-1365  
Mauricie: (819) 378-7777

Ligne extérieure: 1 800 272-1365  
Estrie: (819) 823-3322

## COMPTES IMPAYÉS?

Nous récupérons les créances de 100 \$ et plus moyennant des frais de 20 % des sommes perçues sans recours aux tribunaux.

Aucuns frais sans résultat

Demandez notre documentation gratuite.



**GRÉGOIRE PERRON, avocats**  
Téléphone: (514) 285-6441  
Sans frais: 1 888 285-6441  
Télécopieur: (514) 285-8589  
Courriel: gperron@videotron.ca

304-4592

cyberpresse.ca/arts

cyberpresse.ca

## Vente de Duvets

**9 Modèles**  
à partir de Simple 59\$  
Double 79\$  
Queen 89\$  
King 99\$  
**Économisez jusqu'à 99\$**  
**Prix imbattables**

Rabais sur  
couettes en duvet  
nousses de couette  
draps  
nettoyage de duvet  
oreillers en duvet  
tutons

Recommandé  
par  
Le Consommateur  
Averti  
Montréal

**ungava**  
duvet  
10 av. des Pins, ouest, 287-9276  
mar - ven 11 - 18, sam 11 - 17, dim, lun fermé



**ACADÉMIE  
CULINAIRE**

**COURS DE  
CUISINE AU  
BARBECUE**

Coût : 65 \$ Durée : 3 heures

Le mardi 14 mai à 18 h 30  
Le mardi 21 mai à 18 h 30  
Le vendredi 24 mai à 18 h 30  
Le samedi 25 mai à 10 h  
Le jeudi 13 juin à 18 h (La Baie, Carrefour Laval)

**www.academieculinaire.com**  
**Tél. : (514) 393-8111**

## Caravane Vaillancourt établi depuis 1985 est une entreprise familiale au service des campeurs.

Nous vous offrons une gamme complète de roulottes, roulottes à sellette, roulottes légères, tentes-roulottes, remorques utilitaires.

**TERRY**  
Un service de financement sur place

**VANGUARD**  
Un service de location de tentes-roulottes

**Jayco**

**Rockwood**

**Bonair**  
Un vaste choix de pièces et accessoires

**KODIAK**

**ROADMASTER**

**ROADRUNNER**  
per lunette

**CARAVANE VAILLANCOURT**  
180, boul. Mgr Langlois Valleyfield  
(450) 377-1408

**2<sup>e</sup> chance au crédit**

ACURO, PREMIER CHOIX, VISA, MasterCard

Nous vous offrons un service personnalisé et chaleureux complément d'un excellent service après vente. Bienvenue chez Caravane Vaillancourt où la famille vous accueillera avec plaisir et les employés avec empressement.

**Tél. : (450) 377-1408 180, boul. Mgr Langlois, Valleyfield QC**  
**PORTES OUVERTES : 22 AU 26 MAI 2002**

**loto-québec**

**Résultats**  
TVA, le réseau des tirages

**649**  
Tirage du 2002-04-27  
03 08 12 36 40 47

Complémentaire: (21)

**49**  
Tirage du 2002-04-27  
05 16 18 23 25 29

Complémentaire: (09)

**PANCO**  
Tirage du 2002-04-27  
05 06 08 11 12  
14 17 18 26 28  
32 33 34 35 42  
48 51 63 66 67

**Quintessence**  
Tirage du 2002-04-27  
3 4  
324 9693

**Extra**  
Tirage du 2002-04-27  
NUMÉRO: 532403  
**Extra**  
Tirage du 2002-04-26  
NUMÉRO: 871486

**SUPER 7**  
Tirage du 2002-04-26  
05 08 12 16 20 28 38  
Complémentaire: (42)

Ventes totales: 48 595 428 \$  
Prochain gros lot (appr.): 22 000 000 \$

**GAGNANTS**  
7/7 0 20 000 000,00 \$  
6/7+ 10 88 890,10 \$  
6/7 322 2 415,50 \$  
5/7 19 486 142,50 \$  
4/7 406 028 10,00 \$  
3/7+ 367 802 10,00 \$  
3/7 3 353 747 Participation gratuite

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu...

**MISE SUR TOI**  
1 866 SOS-JEUX

# L'Allemagne en deuil après l'inexplicable massacre

L'adolescent était un amateur de films d'action et de jeux vidéo violents

GÉRALDINE SCHWARZ  
Agence France-Presse

BERLIN — Traumatisée d'avoir été le théâtre d'une tuerie commise vendredi par un ancien élève dans un lycée d'Erfurt, un spectacle d'horreur qu'elle ne croyait possible qu'aux États-Unis, l'Allemagne se torturerait de questions hier pour expliquer l'inimaginable.

Dans la presse, dans la bouche des témoins, des hommes politiques, des responsables religieux, le même mot revient sans cesse pour qualifier la mort de 17 personnes dont l'agresseur : « Inexplicable ».

Les drapeaux des bâtiments officiels ont été mis en berne dans toute l'Allemagne, jusqu'à aujourd'hui, tandis qu'à Erfurt, où des milliers de personnes ont déposé fleurs et bougies, les cérémonies religieuses se sont succédées depuis vendredi soir. Hier, le chancelier Schroeder a assisté à une cérémonie oecuménique et déposé une gerbe devant le lycée Gutenberg.

C'est là que vêtu de noir et masqué à la manière d'un guerrier Ninja, un ancien élève, en échec scolaire, du lycée Gutenberg a fait irruption vendredi dans une salle de classe où les élèves passaient l'épreuve de mathématiques du baccalauréat et a ouvert le feu.

Immédiatement averties par le concierge de l'établissement, les forces de l'ordre ont, dès leur arrivée, essuyé les tirs du forcené, qui a abattu un policier. Tandis que la police procédait à l'évacuation du bâtiment, une unité spéciale d'intervention a réussi à pénétrer dans le lycée.

Mais c'est la courageuse intervention d'un professeur d'histoire qui a mis fin à la tragédie, l'homme parvenant à enfermer le tireur dans une salle de classe où celui-ci s'est peu après donné la mort, a indiqué hier la police.

Le tueur, Robert Steinhaeuser, âgé de 19 ans, était membre du Club sportif policier d'Erfurt, fréquenté par des policiers, mais indépendant de l'institution policière, et d'une association de tir locale. Il possédait ainsi un permis de détention du fusil à pompe et du pistolet qu'il avait avec lui lors de la tuerie. Chez sa mère, où il habitait, la police a trouvé plus d'une centaine de munitions.

Les témoignages font état d'un adolescent « normal », mais aussi d'un amateur de films d'action et de jeux vidéo violents, fan de musiques violentes. Qui avait été expulsé du lycée en février après avoir falsifié des certificats médicaux pour justifier ses absences ré-

pétées. « De telles images ne nous étaient connues que des États-Unis : des élèves, qui, par frustration se saisissent d'armes et s'en prennent à leurs camarades et leurs professeurs, se vengent cruellement à cause d'humiliations et parfois aussi seulement à cause de mauvaises notes », soulignait hier le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « Tout ceci nous paraissait très loin et s'expliquait par le fait qu'aux États-Unis, les jeunes peuvent aussi facilement se procurer des armes qu'ici de l'alcool », constatait la journal.

La difficulté de l'accès aux armes en Allemagne n'est « qu'un mythe », estime de son côté la *Sueddeutsche Zeitung* dans un éditorial intitulé « Situation à l'Américaine ».

Pourtant, des événements similaires, de moindre ampleur, mais très alarmants, ont déjà eu lieu en Allemagne, ces dernières années. La police allemande a revu à la baisse le bilan de la fusillade, faisant état de 17 morts au lieu de 18, dont deux élèves — une fille et un garçon — un policier, 12 enseignants, une enseignante et l'auteur du massacre. Un quart du corps professoral du lycée, qui était « la cible du tireur », est mort.

La police attendait les résultats des autopsies ainsi que de l'enquête balistique pour écarter avec certitude la présence éventuelle d'un second tueur.

Les obsèques officielles sont prévues vendredi 3 mai, une semaine jour pour jour après la tuerie.



Photo AP

Une femme non identifiée dépose une gerbe de fleurs devant le lycée Gutenberg.

## Célébrités...



**50e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE**  
**JEAN-PAUL ET PIERRETTE CARDELLA**  
**LE 26 AVRIL 1952**

Félicitations de Marc, Léo, Normand,  
Julie-Anne (Pierre Rinfret) et petits-enfants  
Geneviève et Charles-Étienne



**BON 50 ANS**  
**À FRANÇOIS MARTIN**  
**François, bon anniversaire!**

Amour, bonheur, santé et succès  
tout au long de l'année.

De tous ceux qui t'aiment xxx

## Célébrités...

Pour plus de renseignements  
**285-6999 ou 285-7274**

**La Presse**

Appels interurbains sans frais : 1 (866) 987-8363

## Mourir au travail, c'est inacceptable...

**En 2001, la CSST  
déploire le décès  
de 180 travailleuses  
et travailleurs.  
C'est trop.**

**28 avril**  
**Le jour  
de deuil**  
*En souvenir des  
victimes du travail*

La prévention,  
j'y travaille !

**CSST**

Québec

## EN BREF

### 102 morts au Ghana

LE NAUFRAGE d'un bateau sur le lac Volta, au Ghana, le 18 avril, a fait 102 morts, selon un nouveau bilan établi par la police à Accra. Cinquante deux nouveaux cadavres ont été repêchés dans le lac après le naufrage du 18 avril, portant le bilan total à 102 morts, a-t-on indiqué à l'AFP de source policière. Un précédent bilan établi par la police faisait état de 50 morts, dont 36 écoliers. Le bilan pourrait s'alourdir avec la découverte de corps emportés par le courant loin de l'endroit de l'accident.

### Bentley et Rolls passées en revue

LA REINE Elizabeth II d'Angleterre, accompagnée du prince Philip, a passé en revue hier au château de Windsor plus de 200 Rolls-Royce et Bentley de collection venues du monde entier pour marquer son jubilé. Les voitures de collection ont défilé lentement devant la souveraine, qui a été un peu surprise de voir soudain l'une d'entre elles s'arrêter pour permettre à un enfant d'en descendre et de courir lui remettre un petit portrait.

### La foi catholique est en baisse

SEULEMENT la moitié d'Américains ont une opinion favorable du catholicisme, pris dans la tourmente d'une série d'affaires pédophiles aux États-Unis impliquant des prêtres, contre 64 % il y a deux ans, selon un sondage Gallup.

## ÉPOUSTOUFLANTE!



**LOUEZ**  
à partir de  
**249 \$\***  
par mois/48 mois

**0\$**  
TRANSPORT ET  
PRÉPARATION INCLUS

### DE SÉRIE :

- MOTEUR 2,0 LITRES À DACT
- TRANSMISSION MANUELLE À 5 RAPPORTS
- RADIO STÉRÉO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- GLACES, VERROUILLAGE ET RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS DÉGIVRANTS À COMMANDES ÉLECTRIQUES
- ROUES EN ALLIAGE D'ALUMINIUM DE 16 PO
- PNEUS RADIAUX DE PERFORMANCE MICHELIN P205/55R-16
- PHARES ANTIBROUILLARDS
- ET BEAUCOUP PLUS!

PDSF 19 995 \$

**DÉCOUVREZ LA NOUVELLE  
GÉNÉRATION  
TIBURON**

**4,8 %**  
FINANCEMENT  
À L'ACHAT  
DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS



### GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km  
(éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)  
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photo à titre indicatif seulement. \*Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la TIBURON 2003 à partir de 249 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 11 952 \$. Comptant de 2 395 \$, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 4,8 % jusqu'à 36 mois. L'offre d'achat paiement pour 90 jours s'applique uniquement pour le financement à l'achat de véhicules 2002. Aucun frais d'intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 60 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts sur une période de 36 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2002. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 avril 2002.



**HYUNDAI**  
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

**LES PARTENAIRES HYUNDAI**

MONDE

# Une première attaque sanglante contre Israël depuis deux semaines fait quatre morts

L'attaque survient la veille de l'arrivée d'une mission de l'ONU sur le massacre de Jénine

CLAIRE SNEGAROFF  
Agence France-Presse

**COLONIE D'ADORA, Cisjordanie –** Quatre colons israéliens, dont une fillette de six ans, ont été tués hier dans la colonie d'Adora, près d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, dans une attaque palestinienne, la première à coûter la vie à des civils israéliens depuis deux semaines.

Cette attaque, qui a également fait six blessés, survient à la veille de la date prévue pour l'arrivée d'une mission de l'ONU chargée d'établir ce qui s'est passé début avril dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie.

La venue de cette équipe devrait faire l'objet d'une « décision formelle » israélienne aujourd'hui, lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement.

« Deux à trois terroristes qui portaient des uniformes de l'armée israélienne ont pénétré dans deux maisons. Dans l'une, ils ont tué une femme et blessé grièvement son mari alors qu'ils étaient au lit, tandis que leur fils de 14 ans était légèrement blessé », a indiqué un responsable militaire à la presse.

L'un des assaillants est entré ensuite dans une maison voisine où il a tué « une petite fille, Daniela Shefi, âgée de six ans, tandis que la mère et deux enfants étaient blessés », a ajouté ce responsable.

Puis les Palestiniens ont ouvert le feu dans la rue, tuant deux passants âgés de 23 et 50 ans, avant de s'enfuir, a-t-on poursuivi de même source.

Un Palestinien armé a été tué par des soldats israéliens à Toufah, un village proche d'Adora, dans les opérations de ratissage, appuyées par des hélicoptères, déclenchées dans le secteur après l'attaque de la colonie.

Il n'a pas été établi avec certitude si le Palestinien tué à Toufah faisait partie du commando qui avait attaqué la colonie.

Un porte-parole du gouverne-



Photo AFP

**Des enfants palestiniens entourent un soldat israélien qui surveille les environs de la basilique de la Nativité, à Bethléem. Ces enfants, comme leurs parents, ont bénéficié de quelques heures de répit hier, histoire d'aller s'alimenter, après un couvre-feu qui aura duré 24 heures.**

ment Arié Mekel a attribué au président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, la responsabilité de cette attaque, estimant qu'il était « à la tête d'une pyramide terro-

riste ».

« Il est évident qu'Israël devra continuer sa lutte contre le terrorisme et prendre toutes les mesures

nécessaires dans ce but », a ajouté M. Mekel.

Selon la radio militaire, le cabinet de sécurité israélien devait se réunir dans la journée sous la présidence du premier ministre Ariel Sharon pour discuter des conséquences de cette attaque.

À Bethléem, les négociations israélo-palestiniennes étaient hier toujours dans l'impasse pour le cinquième jour consécutif. Le chef de la délégation palestinienne Salah al-Taamari, accompagné du diplomate européen Alister Cook, a fait le point de la situation avec le président Arafat à Ramallah.

M. al-Taamari a indiqué avoir reçu des « instructions » du président palestinien qu'il n'a pas précisées et qu'une nouvelle réunion avec les Israéliens devait se tenir très bientôt, ce soir (hier soir) ou cette nuit ».

Un Palestinien qui se trouvait dans la basilique a été grièvement blessé hier par un tir israélien, a-t-on indiqué de sources palestiniennes, indiquant que l'homme avait pu être évacué en ambulance.

Sur le front diplomatique, l'épreuve de force entre Israël et l'ONU continuait samedi à propos de la mission chargée d'établir les faits à Jénine.

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a accepté dans la nuit de reporter d'un jour le départ, initialement prévu hier, de cette mission.

L'ONU estime que ce report semble indiquer que le gouvernement israélien a accepté la venue de cette mission. Mais rien n'indiquait, en Israël, que le gouvernement allait accepter cette mission.

Parlant de « progrès », mais sans plus, M. Mekel, a indiqué qu'Israël allait continuer de négocier avec l'ONU sur ce point à New York pour définir exactement quelles seraient les attributions de cette mission.

Les Palestiniens et plusieurs organisations internationales accusent l'armée israélienne d'avoir perpétré un « massacre » de plusieurs centaines de personnes à Jénine, ce qu'Israël dément vigoureusement, affirmant que « quelques dizaines » de Palestiniens ont été tués dans le camp, au cours de combats.



Le prince héritier saoudien Abdallah ben Abdel Aziz

## Ryad teste sa solution au Texas

PHILIPPE DEBEUSSCHER  
Agence France-Presse

CRAWFORD, Texas — Des contacts discrets se poursuivent ce week-end entre États-Unis, Arabie Saoudite, dirigeants israéliens et palestiniens sur de nouvelles propositions pour désamorcer la crise actuelle au Proche-Orient et ranimer les négociations de paix.

Lors d'un sommet jeudi au Texas, le prince héritier saoudien Abdallah ben Abdel Aziz a présenté au président américain George W. Bush un plan de relance de la paix en huit points, que celui-ci a jugé « constructif », selon son porte-parole Ari Fleischer.

Il a aussi transmis, a révélé le chef de la diplomatie saoudienne, Saoud al-Faycal, des propositions palestiniennes pour mettre fin au siège des forces israéliennes autour de la basilique de la Nativité à Bethléem et du quartier général du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, à Ramallah.

« On peut dire sans risque de se tromper que les lignes téléphoniques sont très occupées dans diverses directions », avait dit M. Fleischer vendredi soir en faisant état de la poursuite de contacts « intensifs à divers niveaux ».

De son côté le conseiller diplomatique du prince héritier, Adel Al-Jubeir, a confirmé hier que les discussions se poursuivaient.

Plusieurs responsables de l'administration américaine joints par téléphone se sont toutefois refusés à donner plus de détails sur les discussions en cours.

Le président Bush qui passe le week-end dans son ranch de Crawford avec plusieurs proches collaborateurs, était attendu hier soir à Houston pour assister au mariage de son ancien assistant personnel, Logan Walters.

Le prince Abdallah passait lui aussi le week-end à Houston avec sa délégation. Les discussions en cours visent plusieurs objectifs : dans l'immédiat, la levée des sièges israéliens autour de la basilique de la Nativité à Bethléem et du quartier général du président Arafat à Ramallah.

Quelque 200 Palestiniens armés, dont une trentaine de militants recherchés par Israël pour terrorisme, sont barricadés depuis le 2 avril dans la basilique. Israël réclame aussi la reddition de cinq Palestiniens se trouvant au quartier général d'Arafat, considérés comme responsables du meurtre du ministre israélien du Tourisme Rehavam Zeevi, en octobre dernier.

Le président Bush avait appelé jeudi Israël à achever le retrait de ses forces en trouvant une solution « non violente » à Ramallah et Bethléem, un appel qu'il a renouvelé vendredi en manifestant son impatience. « Le temps est maintenant venu d'y mettre fin », a-t-il dit.

Selon le prince Faycal, l'Autorité palestinienne a proposé de traduire en justice les suspects assiégés à Bethléem si Israël fournissait noms et preuves de culpabilité. « Dans ce cas, a-t-il dit, il n'y aurait aucune raison que le siège se poursuive. »

Les États-Unis continuent à discuter avec la délégation saoudienne de son plan en huit points, qui préconise notamment le retrait israélien des territoires autonomes palestiniens, la levée du siège de Ramallah, la création d'une force multinationale, une renonciation à la violence, la priorité aux négociations politiques, l'arrêt des colonies de peuplement israéliennes et la mise en oeuvre de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le retrait israélien des territoires arabes occupés.

Si les États-Unis sont d'accord avec la plupart de ces points, ils restent opposés à l'envoi d'une force multinationale mais accepteraient le déploiement d'observateurs avec l'accord des parties. Ils considèrent que le tracé des frontières définitives israéliennes, palestiniennes et syriennes reste un sujet à négocier dans le cadre de la résolution 242.

Ils estiment toujours qu'un cessez-le-feu et des mesures sécuritaires faciliteraient les négociations politiques, ont indiqué des responsables américains.



EXPRESS INTERNATIONAL

### Commerce | Bush veut des pouvoirs

LE PRÉSIDENT des États-Unis George W. Bush a appelé hier le Congrès à lui accorder rapidement des pouvoirs étendus en matière de négociation commerciale, jugeant que la relance économique des États-Unis passe notamment par un développement du commerce. « Nous ne pouvons nous satisfaire » de la hausse de 5,8 % du produit intérieur brut américain au premier trimestre, annoncée vendredi, a souligné le président dans son allocution hebdomadaire à la radio. « Les bénéfices de davantage de commerce sont incontestables », a-t-il ajouté. — d'après AFP

### Irak | Attaque attendue

LE VICE-PRÉSIDENT de l'Irak, Taha Yassine Ramadan a affirmé que son pays s'attendait à une attaque américaine. « Nous nous attendons à ce qu'une agression américaine ait lieu à tout moment. Nous ne souhaitons pas cela, mais c'est la réalité, a déclaré M. Ramadan à la télévision arabe MBC. L'administration américaine n'hésitera pas à frapper l'Irak si elle en a l'occasion. » — d'après AFP

## Les autorités colombiennes cherchent l'hélico que pilotait un Montréalais

d'après AP et La Presse

BOGOTA, Colombie — Les secours colombiens recherchaient hier un hélicoptère transportant deux Canadiens et un Français, dont on a perdu la trace depuis le 19 avril dans la région montagneuse du Sud de la Colombie, après un arrêt à l'aéroport de Cali, troisième ville du pays, selon les autorités.

Le Bell 212 immatriculé au Canada était parti du Panama pour l'Équateur, selon Armando Rivera, porte-parole de l'aviation civile colombienne. Sa disparition, signalée la semaine dernière, n'a été rendue publique

que vendredi. (La Presse révélait hier qu'un Montréalais, Gilles Prigent, pilotait l'appareil, qui, à l'origine, était parti de Calgary et dont la destination finale était Santa Cruz, en Bolivie, où il devait être livré. Les ambassades du Canada et de France à Bogota n'ont pas fait de commentaire, étant fermées pour le week-end.

Les secours ont quadrillé en vain la jungle des provinces de Cauca et de Narino à la recherche de la carcasse de l'appareil. La tâche est difficile dans cette zone de combats entre les rebelles et les paramilitaires.

## Scrutin controversé aujourd'hui en Ingouchie

d'après AFP

NAZARAN, Russie — La république russe d'Ingouchie (Caucase du nord) était sous surveillance policière renforcée hier à la

veille du deuxième tour de la présidentielle locale, un scrutin dans lequel le Kremlin a été accusé de vouloir imposer son candidat. La télévision locale a annoncé que les forces de l'ordre avaient été placées en état d'alerte.

## Chavez modifiera son cabinet, pour prouver sa bonne foi

FLORENCE PANOUSSIAN  
Agence France-Presse

CARACAS — Le président du Venezuela Hugo Chavez, cible d'un putsch manqué il y a deux semaines, s'apprêtait hier à annoncer pour bientôt une restructuration de son gouvernement, pour démontrer sa disposition au dialogue face à une opposition qui persiste à vouloir l'évincer du pouvoir.

« Il va y avoir des changements dans le gouvernement. Il y a des bruits sur les noms de nouveaux ministres, mais rien d'officiel », a déclaré à l'AFP le chef du service de presse de la présidence, Carlos Rojas.

Ces modifications pourraient, selon la presse locale, concerner près de la moitié des 16 ministres du cabinet et visent à tranquilliser l'opposition qui réclame un référendum, voire des élections.

Le président de la puissante Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV, opposition), Carlos Ortega a notamment réitéré hier ses « réserves quant au dialogue » proposé par le chef de l'État.

M. Chavez fera « probable-



Le président du Venezuela Hugo Chavez

ment » une annonce sur des changements au gouvernement lors de son émission dominicale radio-télévisée « Alo Presidente » suspendue depuis deux semaines, avançait le quotidien El Nacional.

Pour sa part, M. Rojas a indiqué que l'émission, qui devait « être enregistrée hier, se déroulera finalement en direct aujourd'hui à la demande du président qui la préfère ainsi » et « donnera seulement un message de conciliation ».

Le président de l'Assemblée nationale, William Lara, avait estimé jeudi dernier que pour démontrer sa disposition à la « concorde », M. Chavez devrait « entre autres choses rafraîchir son cabinet ministériel (...) avec quelques visages nouveaux et certaines réorientations ».

Mais « l'opposition doit adopter une attitude similaire à celle de Hugo Chavez, c'est-à-dire faire acte de contrition (...) et montrer qu'elle peut changer elle aussi », avait ajouté le président de l'Assemblée, où le chef de l'État dispose de la majorité.

M. Lara et un groupe de députés se sont entretenus hier avec une délégation du Congrès des États-Unis, en visite à Caracas et qui a incité les parlementaires vénézuéliens à collaborer au « processus de réconciliation qui doit avoir lieu afin que la démocratie survive, prospère et grandisse ».

Selon la presse, le principal changement concernerait le vice-président Diosdado Cabello, organisateur des cercles boliviariens, associations de développement local accusées par l'opposition d'être les « groupes armés » du Mouvement V République (MVR, gauche),

parti de M. Chavez. M. Cabello serait remplacé par l'actuel ministre de la Défense et ancien chef de la diplomatie, José Vicente Rangel.

Carlos Rojas a cependant affirmé que « M. Rangel reste à son poste » et que « M. Cabello est plus ferme qu'un chêne, inamovible ».

Elu fin 1998 et réélu en 2000 pour six ans, Hugo Chavez avait été renversé dans la nuit du 11 au 12 avril par une junte civilo-militaire après des manifestations de ses partisans et de ses adversaires, qui se sont soldées par au moins 17 morts et plus d'une centaine blessés.

Porté au pouvoir par la junte, le grand patron Pedro Carmona avait dissout tous les pouvoirs constitués, dont l'Assemblée nationale, sous la désapprobation générale. Cette mesure devait favoriser le retour le 14 avril de M. Chavez, qui a appelé à la « réconciliation » et annoncé la mise en place de tables rondes de « dialogue national ».

Selon les quotidiens El Nacional et El Universal, M. Rangel serait remplacé à la Défense par le général en chef Lucas Rincon, actuel inspecteur général des forces armées.

AFFAIRES

# L'insoutenable légèreté des remboursements d'impôt



RUDY LE COURS

Il y a deux choses inévitables dans la vie, la mort et l'impôt, aimait répéter l'économiste John Maynard Keynes.

Ces fatalités méritent qu'on les rappelle quand revient l'échéance annuelle pour produire à Ottawa et à Québec ses déclarations de revenus.

Encore trop de gens oublient, voire ignorent, la date limite du 30 avril. Pourtant, la majorité des quelque 5,5 millions de Québécois qui ont produit une déclaration pour l'année 2000 ont eu droit à un remboursement, le printemps dernier. Environ 3,2 millions de contribuables se sont ainsi partagé plus de 2,9 milliards qu'ils avaient payés en trop au fisc québécois.

Cette année, tant à Québec qu'à Ottawa, on s'attend à des décaissements au moins aussi élevés. Bref, retarder ses déclarations, c'est pour beaucoup se priver d'une partie de son avoir.

Une bonne portion de cet argent est déjà dépensée ou réservée à de prochaines emplettes.

Toutefois, les relents d'inflation et le risque de voir les taux d'intérêt grimper trop rapidement inciteront bien des contribuables à devancer quelques achats.

La réception d'un chèque d'Ottawa et de Québec servira de prétexte à plusieurs pour changer de voiture ou s'offrir un voyage outre-Atlantique même si la France, destination de prédilection, suscite l'inquiétude ces jours-ci.

## Une poignée de dollars

L'automne dernier, rappelle l'économiste Maurice Marchon des Hautes Études commerciales, l'administration américaine avait posté des chèques de 300 \$ aux contribuables. L'arrivée presque inopinée de 600 \$ dans un ménage a sûrement stimulé la consommation et permis à la première économie du monde d'échapper à une grave récession.

Mesurer avec précision l'effet de ces chèques reste cependant haute-

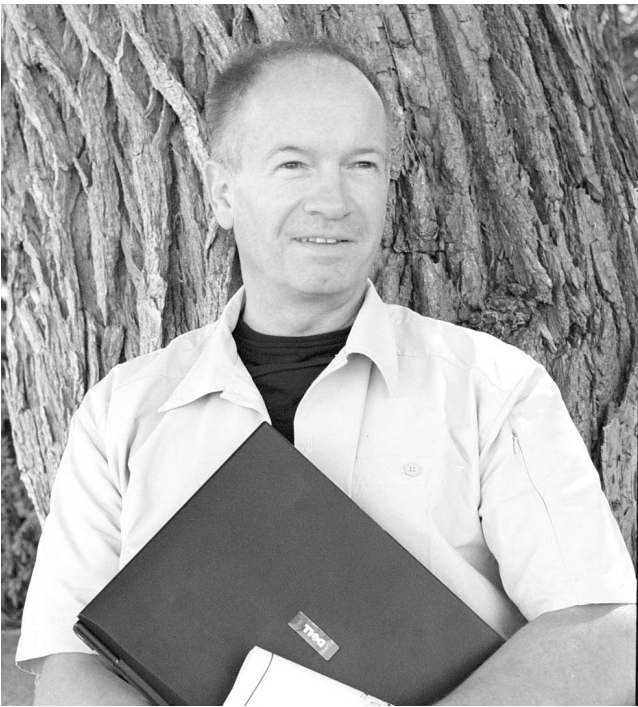


Photo MICHEL GRAVEL, La Presse ©

L'économiste Maurice Marchon, professeur aux HEC.



Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

Benoît Durocher, économiste chez Addenda Capital.

Finances évalue à 175 millions de dollars ne font pas une grosse différence. C'est vrai, mais cela reste une surprise agréable pour le consommateur qui, contrairement à ce que veut la doctrine d'Adam Smith, n'est pas forcément raisonnable.

On objectera qu'une poignée de dollars ne font pas une grosse différence. C'est vrai, mais cela reste une surprise agréable pour le consommateur qui, contrairement à ce que veut la doctrine d'Adam Smith, n'est pas forcément raisonnable.

Ainsi, quand la ministre des Finances Pauline Marois a injecté 250 millions de dollars dans l'économie en décembre en postant aux moins nantis un chèque de 100 \$ en crédit d'impôt sur la taxe provinciale de vente, « elle a obtenu un effet immédiat », souligne Benoît Durocher des Études économiques du Mouvement Desjardins.

Les ventes au détail ont bondi de 2,8 % au Québec durant cette période, la plus forte croissance au pays. L'Ontario s'était classée deuxième, loin derrière avec une hausse de 1,7 %, selon Statistique Canada.

## La répartition inégale

Quand on regarde de plus près toutefois les revenus totaux des contribuables par tranche, on constate que la moitié touche moins de 20 000 \$. Ils payent peu d'impôt et ne peuvent s'attendre à des remboursements mirifiques dans les jours qui viennent.

À l'autre bout du spectre, les quelque 20 500 contribuables qui déclarent des revenus d'au moins 200 000 \$ changeront sans doute peu leurs habitudes s'ils devaient toucher quelques dollars de plus...

En fait, plusieurs d'entre eux se retrouveront parmi les quelque 1,5 million de Québécois qui doivent libeller un chèque en date du 30 avril au ministre des Finances.

Si l'exercice n'est guère réjouissant, il les fera peut-être moins grimacer cette année.

Cela dit, ils doivent se rappeler que les retards à régler ses impôts coûtent cher : le fisc faisant bon ménage avec l'usure.

Sans compter que les retardataires sont souvent suspects à ses yeux. Il devient vite tenté de procéder à des enquêtes sur vos déclarations antérieures à partir desquelles il effectue des réclamations en vous présumant coupable.

| RÉPARTITION DE LA RICHESSE ET DES IMPÔTS PAYÉS AU QUÉBEC |               |            |              |            |
|----------------------------------------------------------|---------------|------------|--------------|------------|
| Tranches de revenu total                                 | CONTRIBUABLES |            | IMPÔTS PAYÉS |            |
|                                                          | Nombre        | % du total | milliers \$  | % du total |
| 0 \$                                                     | 142 291       | 2,7        | 760\$        | 0          |
| 1\$ à 20 0000\$                                          | 2 510 365     | 4,8        | 740 894\$    | 4,5        |
| 20 000\$ à 40 000\$                                      | 1 472 134     | 28,2       | 4 243 877\$  | 25,9       |
| 40 000\$ à 50 000\$                                      | 403 855       | 7,7        | 2 327 904\$  | 14,2       |
| 50 000\$ à 100 000\$                                     | 608 960       | 11,6       | 5 929 440\$  | 36,2       |
| 100 000 à 200 000\$                                      | 72 013        | 1,4        | 1 661 977\$  | 10,1       |
| 200 00\$ et plus                                         | 20 438        | 0,4        | 1 491 274\$  | 9,1        |
| Total*                                                   | 5 230 056     | 100,0      | 16 396 126\$ | 100,0      |

\* Tableau compilé en 2001 pour l'année d'imposition 2000. Environ 250 000 dossiers n'étaient pas encore traités.

Source: ministère québécois du Revenu

ment acrobatique. « Ont-ils été plus importants pour stimuler la consommation que le financement gratuit à l'achat proposé par les constructeurs américains d'auto en fin d'année ? » L'alternative en tout cas fait jongler Maurice Marchon.

En fait, ce sont moins les remboursements que les baisses réelles d'impôt qui stimulent l'économie, souligne avec à-propos Alain Paquet, professeur au département des sciences économiques de l'UQAM.

Les remboursements sont des sommes que le contribuable a avancées au gouvernement. Il sait qu'elles sont siennes et il a généralement prévu leur usage. Il perçoit en revanche les baisses d'impôt comme une augmentation de son revenu net. Elles peuvent donc modifier ses habitudes de consommation.

Or, en 2001, les trois taux d'imposition tant à Ottawa qu'à Québec étaient moins élevés qu'en 2000.

Cela représente un fardeau allégé de 2,4 milliards que Québec impose en moins. Malgré nos demandes répétées, l'Agence canadienne des douanes et des revenus a été incapable d'évaluer en trois jours l'allègement fédéral pour ses contribuables du Québec

Même si les déductions à la source ont été rajustées, Ottawa s'attend à ce que ses remboursements moyens soient en hausse de 10 % par rapport à ceux de l'an dernier. À Québec, le ministère des

# Consommer ou épargner

QUAND VIENT le temps d'encaisser un chèque d'Ottawa ou de Québec pour de l'impôt payé en trop et qu'il est un tautinet plus élevé que ses attentes, la sagesse fond à vue d'oeil.

## Que faire ?

D'abord, on se dit qu'on va dépenser seulement ce qui excède sa prévision de remboursement. Comme ce montant est le plus souvent assez modeste, on devient vite tenté de se payer un p'tit peu de non-prévu qui gruge l'au-delà.

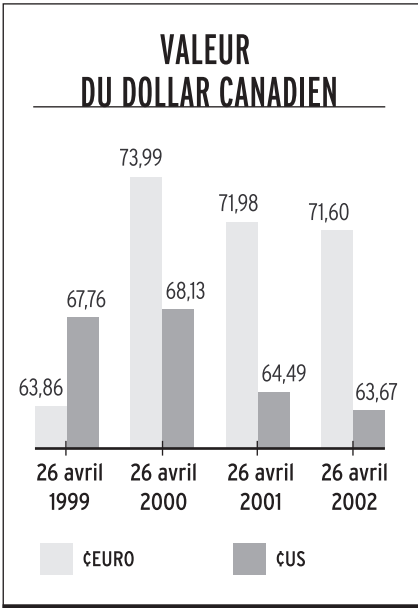
Pourquoi ne pas concilier sagesse et tentation. Par exemple, en faisant comme plusieurs un budget de vacances à partir de ces remboursements.

Le dollar canadien a testé de nouveaux planchers en début d'année mais il se porte un peu mieux depuis. Peut-être sera-t-il revenu à près des 64 cents d'équivalence face à la devise américaine, la belle saison venue, soit à sa valeur de l'été dernier.

Certes, c'est encore bien moins qu'en 1999 ou 2000 où il s'échangeait aux environs de 68 cents US. Le petit excédent pourrait donc servir à compenser la perte de change des dernières années et, ce faisant, à « se faire toaster à Old Orchard c'esté », comme le chante si bien Sylvain Lelièvre.

La tentation de l'euro sera plus forte chez les contribuables mieux nantis. Non seulement, la devise a-t-elle désormais cours exclusif dans l'Europe des 12 mais son achat reste plus avantageux que le dollar américain.

En avril 1999, année de lancement officiel de la monnaie unique même si les pays adhérents ont conservé leur devise jusqu'au 31 décembre dernier, le dollar canadien achetait 0,634 euro alors que



la semaine dernière il en valait 0,716, soit 13 % de plus. Pendant la même période, il cédait 6 % de sa valeur face au billet vert américain.

Si le huard s'apprécie encore un petit peu dans un avenir prochain face au dollar US comme l'entrevoient quelques experts, rien ne permet de croire qu'il en fera autant devant l'euro, cependant.

La sagesse voudrait donc qu'on achète maintenant un peu d'euros, si on a l'intention de se rendre sur le Vieux-Continent cette année mais qu'on attende un petit peu avant d'acheter ses billets verts. À moins de tout mettre sur sa carte de crédit, si elle permet d'accumuler des points bonis.

Et si petit excédent de remboursement il y a, il pourra servir à payer les nouvelles taxes d'aéroport.

Voilà en somme comment épargner pour mieux dépenser.

# Convergence et divergences

## On craint que la purge dans les télécommunications n'ait pas crevé l'euphorie

**La semaine dernière nous a encore prouvé que télécommunications et technologies de l'information entraînent les investisseurs dans des abysses financiers insoupçonnées.**

Les résultats d'AOL-Time-Warner, le déstabilisateur de Teleglobe par BCE, de même que la nouvelle vague de licenciements annoncée par Ericsson, par Siemens et par JDS Uniphase, sans compter les frustrations exprimées par les actionnaires de Nortel, laissent craindre que la purge maintes fois présentée comme complétée n'a pas encore tout crevé l'euphorie décadente de la fin du millénaire.

En outre, la convergence, naguère célébrée comme le veau d'or, se révèle plutôt la boîte aux mauvaises surprises, d'où de grandes stars des années 90 du merveilleux monde des affaires tels les John Roth ou les Jean Monty, sont transformées en polichinelle.

La convergence reprend le même manège que la synergie durant les années 80. Elle avait entraîné la banqueroute de Lavalin, la chute de Robert Campeau ou les déboires de Pierre Lortie chez Provigo. Mais parmi ce beau monde de PDG, force est de constater que la mémoire est plus courte que leurs séries d'options sur l'achat d'actions.

On pourra mesurer encore cette semaine les résultats de ceux qui ont cru en la convergence et ceux qui ont choisi de montrer leurs divergences.

Bell Canada International, filiale de BCE, tient son assemblée annuelle mercredi. Il serait étonnant qu'en sortent de bonnes nouvelles. Depuis l'entrée en Bourse de son action en 1998 à un prix de 22,55 \$ après sa première séance, elle a grimpé jusqu'à 47,00 \$ au sommet de la technobulle, en 2000. Elle s'échangeait à moins de 10 cents, la semaine dernière. L'assemblée au Centre VIP (quel nom de circonstances !) du 1000 de la Gauchetière ouest ne sera pas étincelante mais il pourrait y avoir des étincelles...

Tout comme d'ailleurs durant celle de Netgraphe, qui se tiendra en même temps un peu plus à l'est. La filiale virtuelle de Quebecor Media n'en finit plus de refouler au lavage.

Pendant ce temps-là au Canada anglais, les actionnaires de Torstar et de Telus Corporation salueront peut-être la sagesse de leurs équipes de direction qui se sont centrées sur la mission de base de leurs entreprises plutôt que d'acheter à prix exorbitant la carte de l'Eldorado.

Telus, une entreprise de téléphonie semblable à BCE quand on la considérait comme LE blue chip canadien, est en forte expansion depuis la déréglementation des télécommunications au Canada.

Toutefois, elle s'est centrée sur la fourniture de contenants en ayant soin de ne pas toucher au contenu. L'acquisition de Clearnet lui a permis de devenir visible à travers le Québec alors qu'elle n'était présente que dans l'est par le biais de Québec Téléphone.

Torstar reste centrée sur les publications et le contenu, de façon plus générale. Si l'entreprise a souffert du lancement du *National Post*, elle pourrait en revanche titer partie avant longtemps de sa mort lente, vu les difficultés de son propriétaire CanWest Global, autre adepte de la convergence.

Heureusement, l'économie se fonde aussi sur autre chose que des credo aussi éphémères.

Cette semaine, les chiffres du Produit intérieur brut de février devraient illustrer à nouveau que l'économie canadienne se porte très bien merci tandis que l'enquête du Conference Board sur la confiance des consommateurs américains permettra de vérifier s'ils croient dans la force de leur économie comme semble le montrer les chiffres préliminaires sur la croissance au premier trimestre.

Ces données intéresseront les actionnaires réunis en assemblée de Cascades et de Domtar, deux sociétés québécoises qui se débrouillent bien dans un marché plutôt difficile.

La convergence, naguère célébrée comme le veau d'or, se révèle plutôt la boîte aux mauvaises surprises.

AFFAIRES

VOS FINANCES PERSONNELLES



Illustration : ANTHONY BAKER, collaboration sp ciale

# Pour ne pas sombrer

## Dégager une marge de manoeuvre

FRANCIS VAILLES  
fvailles@lapresse.ca

Êtes-vous hantés par les fins de mois, préoccupés par l'argent qu'il faudra trouver pour les versements hypothécaires, les cartes de crédit et le prêt auto ? Ne vous découragez pas, il existe divers moyens pour sortir de la spirale de l'endettement.

Dans certains cas, il est même possible de dégager quelques centaines de dollars par mois dans le budget en consolidant les dettes, calcule le planificateur financier Sylvain De Champlain, membre des Services financiers partenaires Cartier.

« Le surendettement, c'est la plaie de notre société. J'ai eu beaucoup de clients qui vivent ce genre de situation. C'est chronique, même pour les gens à la retraite », dit M. De Champlain.

Prenons le cas d'un ménage qui habite dans une maison payée 90 000 \$ il y a quelques années, et dont la valeur, grâce au boom immobilier, a grimpé sensiblement. Cette maison grevée d'une hypothèque de 55 000 \$ vaut aujourd'hui 100 000 \$. Pris à la gorge, les membres de ce couple peuvent tirer profit de la valeur nette accumulée dans la propriété pour rembourser leurs dettes à fort taux d'intérêt.

Dans notre cas type, le couple a emprunté 5000 \$ sur des cartes de crédit portant un taux de 19,5 % et l'auto avait été achetée grâce à un prêt personnel à 11 %, il y a deux ans. À cela, s'ajoutent la nouvelle cuisinière et le nouveau frigo, achetés selon la formule « payez dans un an » et dont les 1500 \$ sont dûs en juin prochain, sans quoi un taux d'intérêt de 28 % s'appliquera.

Après une bonne discussion avec le banquier, il sera possible de rembourser ces diverses dettes en augmentant le prêt hypothécaire, de 20 000 \$, par exemple. Au taux hypothécaire actuel, ces 20 000 \$ auront coûté l'équivalent de 6,5 % d'intérêt, soit beaucoup moins que les 11 à 28 % des autres dettes.

Plus précisément, le paiement hypothécaire passera de quelque 430 à 586 \$ par mois (ce montant comprend les intérêts et le capital exigés, mais exclut les taxes foncières et les frais de chauffage). En contrepartie, notre ménage type n'aura plus à se préoccuper des paiements pour l'auto (388 \$) et pour les cartes de crédit (150 \$), puisque ces prêts auront été remboursés. Gain net : 381 \$ par mois ou environ 4500 \$ par année (voir tableau).

Fait à souligner, l'institution financière pourrait facturer une pénalité s'il reste plusieurs mois à

### EXEMPLE D'UNE CONSOLIDATION DE DETTES

Versements mensuels pour un proprio d'une maison de 100 000 \$

|                                           | AVANT<br>CONSOLIDATION | APRÈS<br>CONSOLIDATION | ÉCART      |
|-------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------|
| Hypothèques <sup>1</sup>                  | 429,89 \$              | 586,21 \$              | 156,32 \$  |
| Cartes de crédit <sup>2</sup>             | 150,00 \$              | 0,00 \$                | -150,00 \$ |
| Automobile <sup>3</sup>                   | 387,70 \$              | 0,00 \$                | -387,70 \$ |
| Meubles « Payez dans un an » <sup>4</sup> | 0,00 \$                | 0,00 \$                | 0,00 \$    |
| Versements mensuels totaux                | 967,59 \$              | 586,21 \$              | -381,38 \$ |

- 1 Le prêt hypothécaire est de 55 000 \$ avant consolidation et de 75 000 \$ après consolidation. Dans les deux cas, l'hypothèque porte un taux d'intérêt de 6,5 % et un amortissement de 18 ans.
- 2 Les diverses cartes de crédit sont chargées au maximum, soit un total de 5000 \$, portant un taux d'intérêt de 19,5 %. Le paiement mensuel minimum exigé est de 3 %, soit 150 \$.
- 3 Le prêt auto de 15 000 \$ sur 4 ans contracté à la banque il y a deux ans porte un taux d'intérêt de 11 %. Il reste encore 24 paiements. Le paiement mensuel minimum exigé est de 3 %, soit 150 \$.
- 4 Les premiers versements pour ces meubles de 1500 \$ seront exigés en juin. Le taux annuel : 28 %.

Source : De Champlain, services financiers et La Presse

courir au terme du prêt hypothécaire. En outre, le nouveau prêt entraînera vraisemblablement des frais de notaire. Ce prêt, en passant, ne peut excéder 75 % de la valeur de la maison, sans quoi la banque exigera qu'il soit assuré par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Sur les 20 000 \$ ainsi empruntés, 8318 \$ servent à effacer le prêt auto, 5000 \$, les dettes de cartes de crédit et 1500 \$, les meubles. Avec les 5182 \$ qui restent, Sylvain De Champlain conseille au ménage de constituer un fonds de réserve pour parer les imprévus. Cet argent pourrait notamment aller dans un REER, cotisation pour lequel le gouvernement retournera environ 2300 \$, selon le taux d'imposition du ménage.

#### Des mises en garde

Cela dit, la consolidation de dettes au moyen du prêt hypothécaire n'est pas à la portée de tous. En effet, pour recourir à ce stratagème, il faut avoir accumulé une certaine valeur immobilière... et encore faut-il en avoir une.

En outre, il faut vraiment être au bout du rouleau pour refinancer sa maison à long terme. Certes, le paiement mensuel total des dettes diminue à court terme, mais le total des frais d'intérêts augmente à long terme. En quelque sorte, le refinancement étale le problème dans le temps, ce qui n'est pas l'idéal.

De plus, la diminution des versements peut donner l'illusion au ménage qu'il a soudain une plus grande capacité d'emprunt et donc plus de possibilités de dépenser, une illusion qui relancerait la spirale de l'endettement.

D'ailleurs, les institutions financières imposent certaines conditions, explique Nathalie Rochecouste, directrice de produits de

crédit aux particuliers de la Banque Nationale. Par exemple, dit-elle, l'institution peut suggérer fortement que soit annulées les nombreuses cartes de crédit. On pourrait conseiller de n'en garder qu'une seule, par exemple, avec une limite de crédit raisonnable. « On peut regarder le budget du client et le conseiller sérieusement, mais on ne peut l'obliger à faire des coupes », précise Mme Rochecouste.

#### D'autres solutions

Pour ceux qui ne sont pas propriétaires, il est toujours possible de négocier avec l'institution financière une consolidation des dettes sur la base d'un prêt personnel. Les taux de ces prêts varient entre 7,5 et 11 % actuellement, en fonction du dossier de crédit du client et du terme, indique Mme Rochecouste.

Si le refinancement n'est pas suffisant pour rééquilibrer le budget, il faudra avoir recours à la médecine de cheval, convient M. De Champlain. Des idées : vendre une des deux voitures, faire une croix sur les vacances, couper l'abonnement au câble, réduire la consommation de tabac et d'alcool, diminuer les dépenses de soins de beauté, etc. Ce n'est certes pas facile, mais il faut ce qu'il faut.

Une fois que la spirale de l'endettement est désamorcée, il s'agit de ne pas la réactiver. Pour ce faire, M. De Champlain conseille de dresser un bilan des dépenses et des dettes une ou deux fois l'an. Dès que possible, il faut constituer un fonds de réserve pour parer aux imprévus et ne conserver qu'une seule carte de crédit avec une faible limite. Enfin, il faut résister à l'envie de consommer un bien non essentiel, autant que faire se peut, avant d'avoir l'argent pour se le payer. Bonne chance !

## Les Canadiens n'ont jamais été aussi endettés, mais...

EN 40 ANS, jamais les particuliers n'ont été aussi endettés, selon les derniers chiffres de Statistique Canada. En 2001, la dette des familles correspondait à 98,3 % de leurs revenus annuels disponibles comparativement à environ la moitié, en 1961, indique l'agence fédérale.

Le rapport entre la dette totale des ménages et leurs revenus a progressé constamment pour atteindre un premier sommet en 1979, à 75 %, avant la récession du début des années 1980. Il faudra attendre jusqu'en 1988 pour que ce rapport franchisse à nouveau les 75 % (voir graphique). La courbe a retrouvé sa pente ascendante depuis ce temps.

Denis Boudreau, économiste à Statistique Canada, constate la forte augmentation de cette mesure de l'endettement, mais affirme qu'elle n'est pas suffisante pour conclure à une aggravation marquée de l'endettement.

Les ménages sont certes plus endettés, explique-t-il, mais ils ont également un patrimoine plus important. En rapportant la dette totale des ménages à leur avoir (valeur nette), le phénomène d'endettement paraît moins criant.

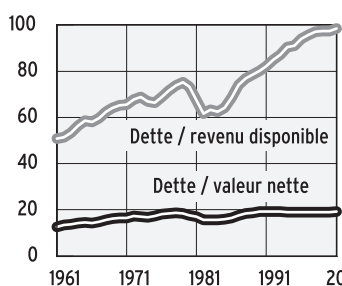
En 1961, la dette représentait 12,7 % de la valeur nette des ménages, proportion qui a grimpé progressivement jusqu'à 19,3 % en 2001, un sommet (voir le graphique). « La baisse récente des taux d'intérêt a pu contribuer à augmenter le volume de prêts, puisqu'il est ainsi devenu moins coûteux de s'endetter », dit M. Boudreau.

L'accès à la propriété est la principale explication du fardeau plus lourd des ménages. Au Québec, ceux qui ont contracté un prêt hypothécaire pour acheter une maison ont une dette qui correspond à 33 % de leur avoir, comparativement à 12 % pour les ménages locataires, selon Statistique Canada.

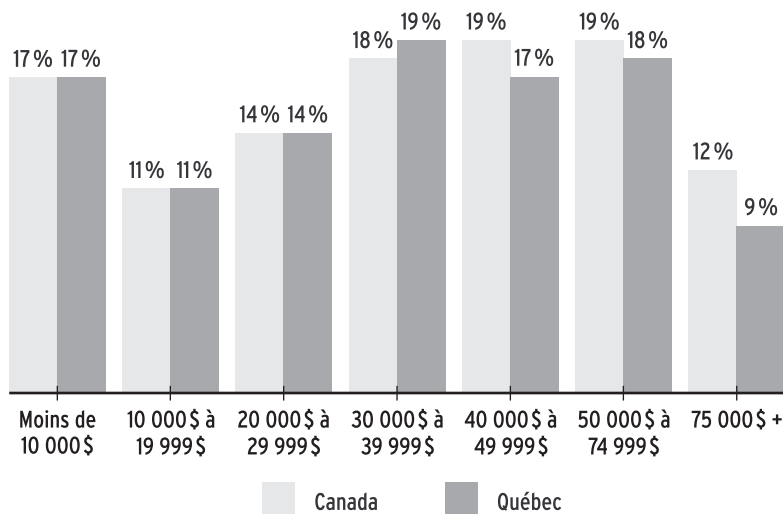
Par ailleurs, les Québécois ne sont pas plus endettés en moyenne que les autres Canadiens, indique M. Boudreau (voir histogramme). Selon l'économiste, les familles avec des revenus entre 30 000 \$ et 39 999 \$ avaient le plus fort taux d'endettement en 1999 (les chiffres les plus récents à cet égard).

Le rapport dette/avoir était de 19 % dans leur cas, contre 11 % dans le cas des ménages dont les revenus après impôt variaient entre 10 000 et 19 999 \$ et 9 % pour ceux qui gagnaient plus de 75 000 \$ après impôt.

### ENDETTEMENT DES MÉNAGES EN %



### DETTE EN PROPORTION DE L'AVOIR DES MÉNAGES, SELON LE NIVEAU DE REVENUS



# La sortie (à demi) ratée de Jospin

Le premier ministre a donné signe qu'il n'a peut-être pas la trempe des grands pros de la politique



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

## LA PRESSE À PARIS

À peu de chose près, Lionel Jospin, à 64 ans, a failli réussir à la perfection une sortie en beauté de la vie politique. Victime dimanche dernier d'un mauvais résultat, mais surtout d'un absurde accident électoral, qui l'éliminait presque par erreur du duel promis avec son vieil adversaire Jacques Chirac, il a commencé par manifester une dignité personnelle pas très courante en politique française. Ici tout le monde – ou presque – s'est toujours accroché à sa situation, même après les pires désaveux infligés par l'électorat.

Jospin avait de quoi être amer et dépité dimanche soir à l'annonce du résultat catastrophique. À deux semaines du second tour du 5 mai, il gardait intactes toutes ses chances contre Chirac. Et voilà qu'un incroyable concours de circonstances l'éliminait de la course. Tous les instituts de sondage, en lui accordant une confortable avance sur Le Pen, avaient encouragé ses électeurs naturels à s'abstenir, ou à voter sans risque pour d'autres candidats de gauche. Avec un peu plus de 5 % des voix, le « souverainiste » Jean-Pierre Chevènement lui avait porté un coup fatal : or Chevènement était son ancien ministre et un ami personnel. Pour moins de 300 000 voix, Jospin subissait l'humiliation suprême d'être battu par un hooligan de la démagogie, Jean-Marie Le Pen, et de présider à l'élimination historique de la gauche de l'élection suprême. D'un côté, le « protestant athée » Jospin a réagi avec le panache d'un Pierre Mendès-France, l'ancien lea-

der de la « gauche morale » des années 50 et 60, et qui demeure un modèle dans le pays. Il aurait pu vouloir se donner un temps de réflexion, attendre au lendemain, consulter ses amis de la direction socialiste, bref temporiser en cherchant le meilleur moyen de se maintenir.

À la manière (radicale) d'un Jacques Parizeau, Jospin, encore plus rapide et sobre de ce point de vue, a, d'une seule phrase « assumé toutes « ses responsabilités dans ce grave échec » et annoncé son retrait total de la vie politique. Un geste salué par beaucoup, y compris parmi ses adversaires de droite.

Sur le coup, on s'est étonné quand même de ce que, avec la même sobriété, il n'appelle pas catégoriquement à « voter contre Le Pen » le 5 mai. Rien ne l'obligeait à prononcer le nom de Jacques Chirac. Mais il aurait pu être clair sur le choix du 5 mai. Déjà, une heure et demie plus tôt, son ancien ministre de l'Économie Strauss-Kahn — possible leader du parti socialiste — dix minutes à peine après la publication des résultats, avait été sans ambiguïté : « Il faut que Le Pen soit le plus bas possible, pour l'honneur de la France. Sans état d'âme je voterai donc pour le seul candidat républicain en lice. »

>>>Vous déposerez donc un bulletin Chirac dans l'urne ?  
>>>Je le ferai.

Même son de cloche chez François Hollande, le premier secrétaire du PS,

chez Martine Aubry ou Laurent Fabius, tous prétendants à la succession. Comme le disait hier le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* Laurent Joffrin : « Il s'agit de mettre entre parenthèses la vie politique normale jusqu'au 6 mai. Après elle reprendra son cours. »

Étonnement passager, donc, devant le silence du perdant Jospin. On se disait que, une fois remis du choc, il publierait une déclaration claire dès le lendemain matin. Rien n'est venu de toute la semaine. Certes, on peut dire que les barons du PS avaient parlé pour lui. Mais cela ne suffisait pas tout à fait. Le silence de Jospin ne pouvait être interprété que comme une réticence à voter Chirac, et donc un encouragement à l'abstention.

Cette fois, il s'agissait, pour



Le premier ministre de France Lionel Jospin quitte la politique sur un geste noble. Quand même, on lui reproche de ne pas avoir incité les Français à voter Chirac au second tour de la présidentielle, de manière à renforcer le mouvement anti-extrême droite de Jean-Marie Le Pen.

l'image de la France dans le monde et sa bonne santé mentale, de tenir Le Pen le plus près possible de ses 19 % du premier tour. Une personnalité tellement contestable que, ces derniers jours, les douteux leaders italiens Gian Franco Fini et Umberto Bossi l'ont publiquement désavoué, et que le plus douteux encore Autrichien Jorg Haider a pris ses distances. Le seul soutien sans réserve de Le Pen demeurant un certain Vladimir Jirinovsky, indescriptible bouffon d'extrême droite de la Russie.

Cédant finalement aux pressions de plus en plus nombreuses de ses amis politiques, Lionel Jospin s'est donc résolu, vendredi soir, vers 19 heures, à émettre un communiqué de quatre lignes : « Soucieux de l'avenir de la France et des fondements de notre démocratie, disais-je, je demande à nos concitoyens d'exprimer par leur vote leur refus de l'extrême droite... » Non seulement il n'y avait aucune mention du nom de Chirac — ce qui aurait été plus clair — mais encore il mentionnait au passage qu'il était lui-

# Les agressions sexuelles des prêtres américains : la pointe de l'iceberg sexuel de l'Église



GÉRALD LEBLANC

La crise provoquée par les agressions sexuelles des prêtres américains a entraîné un déferlement de révélations démontrant que le problème de la pédophilie n'est que la pointe d'un iceberg qui commence à émerger un peu partout dans le monde.

Lors d'un synode des évêques d'Océanie, à Rome, en 1998, l'évêque de Sydney, en Australie, avait affirmé que « les agressions sexuelles de la part des prêtres et des religieux sont devenus le principal obstacle à la prédication de l'Évangile ».

Accusé d'avoir tenté de camoufler les agressions alors qu'il était archevêque anglican, le gouverneur général de l'Australie fait face à des requêtes grandissantes de démission et l'archevêque anglican actuel de Brisbane a d'abord institué sa propre commission avant de reconnaître la nécessité d'une commission royale d'enquête.

En Irlande, pays où l'Église catholique contrôle encore une grande partie des services publics, les évêques ont instauré une enquête couvrant notamment leurs propres manquements, avant d'apprendre que le gouvernement entendait tenir sa propre commission d'enquête.

En Allemagne, le théologien Eugen Drewermann a fait scandale en affirmant que dans son pays deux prêtres sur trois vivaient en concubinage.

Même en Pologne, patrie très catholique du pape, un archevêque vient de démissionner pour des raisons liées à la sexualité et l'on rapporte la même chose en Suisse.

En Afrique, où les évêques accordent un appui enthousiaste au célibat des prêtres, on apprend qu'une grande partie du clergé vit en concubinage. Le nonce au Zimbabwe s'est même dit incapable de



Le cardinal Bernard Law, archevêque de Boston, est au centre de la controverse sur la pédophilie des prêtres aux États-Unis. On lui reproche notamment son laxisme à l'égard du clergé coupable. Des poursuites au civil s'annoncent, l'Église pourrait devoir vendre des biens immobiliers, voire contracter des emprunts.

proposer des noms pour de futurs évêques alors que seulement un très petit nombre de prêtres vivent en célibataires.

Les journaux américains ont dévoilé deux rapports dévastateurs sur la situation dans ce continent, remis à Rome en 1995 et 1998, produits par les religieuses Maura O'Donohue et Marie McDonald. On y parle de « conspiration du silence » et on y rapporte qu'une religieuse a été renvoyée parce

qu'elle était enceinte alors que le prêtre qui l'avait engrossée a continué à exercer son ministère.

On y fait aussi état d'une supérieure renvoyée parce qu'elle avait révélé à l'évêque que 29 de ses religieuses étaient enceintes. Une femme en Afrique ne peut à peu près pas refuser de coucher avec un prêtre ou un ancien, lit-on dans un des rapports qui rappelle certaines scènes du Moyen Âge dénoncées par Nicolas de Cues.

## L'ensemble de l'éthique sexuelle

Avec l'aide de Rome, les cardinaux américains ont réussi à limiter le débat sur la question des prêtres pédophiles, un problème particulier, sans remettre en question le système catholique reposant sur les hommes célibataires.

Il semble cependant qu'il ne sera pas facile de remettre le couvercle sur la marmite sexuelle qui vient de sauter.

À une gare de Boston on vend des tee-shirts portant les messages : *Ce n'est pas votre faute et vous ne méritez pas ça* et *En dix minutes, vous avez pris ce qui m'appartenait*.

On parle de plusieurs centaines de millions déjà engagés pour des règlements à l'amiable de poursuites civiles et le *New York Times* affirme que le coût des scandales forcera l'évêché de Boston, dont le cardinal Law est au centre de la crise américaine, à vendre des biens immobiliers et à contracter des emprunts.

Le magazine *Time* consacre toujours sa couverture de Pâques à un sujet religieux. Cette année, l'édition pascal portait le titre : *L'Église peut-elle se sauver elle-même* et l'éditorialiste Andrew Sullivan y demandait : « Comment une Église qui condamne autant de formes de relations sexuelles entre adultes consentants peut-elle être aussi tolérante et ignorante à propos d'agressions sexuelles sexuelles commises par ses propres prêtres ? »

*The Pilot*, la revue du diocèse de Boston, se demandait si la crise actuelle n'était pas l'occasion d'un débat ouvert sur le célibat des prêtres et l'ordination des femmes.

Un autre magazine catholique, *America*, ajoutait qu'il fallait mener une enquête sérieuse sur l'ampleur de la présence des homosexuels au sein du clergé et des communautés religieuses.

Même à Rome, l'évêque Wilton Gregory, le président de la conférence épiscopale américaine, a reconnu qu'il fallait sans cesse lutter pour s'assurer que la prêtrise ne soit pas dominée par les hommes homosexuels.

Et le communiqué final émis par les cardinaux américains à Rome soulève le coin du voile : « L'attention a été attirée sur le fait que la plupart des cas concernaient des adolescents et qu'ils n'étaient donc

même « sans illusion sur le choix qui se présente à nous le 5 mai ». Beaucoup de personnalités à gauche ont aussitôt publiquement regretté que le premier ministre s'en tienne à ce « service minimum », de nature encore une fois à encourager les abstentionnistes à gauche.

La décision immédiate et radicale de quitter la vie publique relevait d'un certain sens de l'honneur et des principes, mais cette réticence obstinée à oublier un moment son amertume et à identifier clairement le danger principal dénotait cette fois un soudain manque de sens de l'État. Il n'y a pas de raison de plaisanter ou de finasser avec une candidature Le Pen.

La carrière publique de Lionel Jospin se sera donc terminée sur cette sortie à demi ratée. Est-ce le fait, comme l'ont dit plusieurs commentateurs, d'un « immense orgueil » qui se cachait sous le sérieux et l'apparente modestie du personnage ? Un trait de caractère qu'on soupçonnait, mais qui demeure étonnant, de la part d'un homme dont le parcours politique n'était pas celui d'un véritable obsédé du pouvoir.

Il s'était retrouvé presque par hasard candidat socialiste à la présidentielle de 95 alors qu'on le croyait fini. Il avait gagné — par accident déjà — les législatives de 97 qui étaient perdues d'avance. Par la suite, il avait, avec une très bonne équipe ministérielle au départ, gouverné avec intégrité et sérieux. Il avait même réussi le tour de force de ne pas être impopulaire, exploit inédit en France pour un premier ministre. Mais tout s'est passé, par la suite et pendant sa (mauvaise) campagne présidentielle, comme si, malgré son sérieux et son intégrité, il lui manquait cette petite flamme qui entraîne l'adhésion personnelle des électeurs. Avec 16,02 % des voix, Jospin a bêtement raté le finale du tournoi. Mais, ce qui est plus grave, c'est que cet échec constitue également un grave désaveu personnel. C'est peut-être ce désaveu que Jospin, depuis dimanche soir, ne pouvait assumer en appelant à voter contre ce chanceux, ce miraculeux de Chirac. Si tel est le cas, cela veut peut-être dire qu'il n'avait pas véritablement la trempe des plus grands pros de la politique. Ceux qui savent depuis toujours que la politique est également une table de roulette de casino.

pas de véritables cas de pédophilie. »

Jean-Guy Nadeau, théologien de l'Université de Montréal qui a souvent écrit sur le sujet, estime que les autorités sont surtout blâmables de n'avoir pas pris au sérieux des problèmes qu'ils connaissent depuis une douzaine d'années et d'avoir préféré procéder en vase clos.

« Déjà en 1991, rappelle-t-il, les évêques américains avaient publié une liste de cinq principes à suivre dans la gestion des accusations d'agressions sexuelles sexuelles. Le troisième principe stipulait : Se soumettre aux obligations de la loi civile en ce qui a trait à la divulgation des cas et la collaboration avec les enquêtes. »

Or, il a fallu que le procureur du Massachusetts fasse une crise pour obtenir la liste des abuseurs connus depuis longtemps et souvent déplacés de paroisse en paroisse.

Gregory Baum, théologien à McGill, estime que les gens sont surtout fâchés d'avoir été brimés sexuellement par des hommes qui ne croyaient même pas dans ce qu'ils imposaient aux autres. « À la télé, j'entends de nombreux intervenants réclamer un débat public sur l'ensemble de l'éthique sexuelle en vigueur dans l'Église catholique », ajoute-t-il en soulignant le caractère monarchique d'une Église qui convoque les évêques à Rome au lieu de les laisser régler le problème par eux-mêmes. « Il faut certes admettre et tenter de réparer le tort fait aux victimes, mais il faut aussi reconnaître le malaise des prêtres et religieux qui n'osent plus donner la main à un garçon ou le laisser monter dans leur voiture. »

M. Baum souligne enfin le comportement exemplaire de l'Église au Québec et au Canada, qui a profité des scandales du début des années 90, dans des pensionnats dirigés par les frères à Terre-Neuve et en Ontario, pour s'attaquer sérieusement au problème.

La conférence canadienne des évêques avait alors produit un rapport — *De la souffrance à l'espoir* — qui avait établi les procédures à suivre dans les cas d'agressions sexuelles. L'évêque de Gatineau, Roger Ébacher, qui avait présidé ce comité, estime qu'il faut continuer à être vigilant, mais qu'il faut aussi s'encourager du travail fait depuis une douzaine d'années.

# Forum



## Des guerriers épuisés

Contrairement à ce qu'en pense l'homme de la rue, le sans-abri n'est pas un paresseux

Nous publions aujourd'hui et demain une courte série de deux textes sur le phénomène du vagabondage à Montréal.

RÉJEAN THOMAS  
et RÉJEAN BERGERON

Les auteurs sont respectivement président de Médecins du Monde Canada et ex-chargé de mission pour le projet Montréal à Médecins du Monde Canada.

INTERROGEZ l'homme de la rue au sujet des sans-abri et vous vous apercevrez rapidement que bien des gens s'imaginent, encore aujourd'hui, que le vagabondage est un choix, un mode de vie que des jeunes et des moins jeunes ont adopté, délibérément, en toute conscience. Pour le plaisir comme on dit, pour le trip. « Ah ! On vit dans un pays libre... S'ils veulent vivre dans la rue, c'est leur problème. Mais qu'y viennent pas se plaindre, par exemple. Et puis, qu'ils arrêtent donc de nous achaler ! Ils sont toujours là à nous quêter de l'argent. Qu'ils fassent comme tout le monde, qu'ils aillent travailler au lieu de rester assis sur leur derrière. C'est pas des impotents après tout... »

Le jugement est clair et distinct. Que voulez-vous, on ne peut quand même pas reprocher à l'homme de la rue, celui qui ne fait qu'y passer, d'être cartésien. Notre système d'éducation a mis des années pour le convaincre que l'homme est un être raisonnable et conscient, doué d'une liberté, d'une volonté et d'une responsabilité. Lorsque l'homme de la rue fait face à un phénomène aussi étrange et déroutant que le vagabondage, il s'empresse alors à appliquer ces beaux concepts tout propres, ces prêts-à-porter de la pensée sur le dos des mendiants.

Il oublie, notre homme de la rue, ou veut oublier, que l'homme, à commencer par lui, n'est pas toujours à la hauteur de ces beaux idéaux. La raison, la conscience, le libre-arbitre et la volonté sont des mécaniques très capricieuses. Un rien peut les enrayer. Si en hiver une auto peut « décider » de ne pas démarrer à cause de quelques degrés en moins, imaginez ce qui peut se produire dans la tête d'un jeune adulte qui, enfant, a été maltraité, battu, abusé, abandonné, placé, déplacé, replacé, abusé encore ; et surtout mal aimé.

### Le vagabondage n'est pas un choix

On ne décide pas, comme ça un beau matin, d'aller vivre dans la rue. Le travail de Médecins du Monde au centre-ville de Montréal nous a très bien appris que le vagabondage est toujours la conséquence d'un processus, d'une descente aux enfers qui, cercle par cercle, peut s'échelonner sur quelques mois ou sur plusieurs années.

Chacun a sa propre histoire et son propre seuil de tolérance face aux différents coups que lui a fait subir la réalité quotidienne —

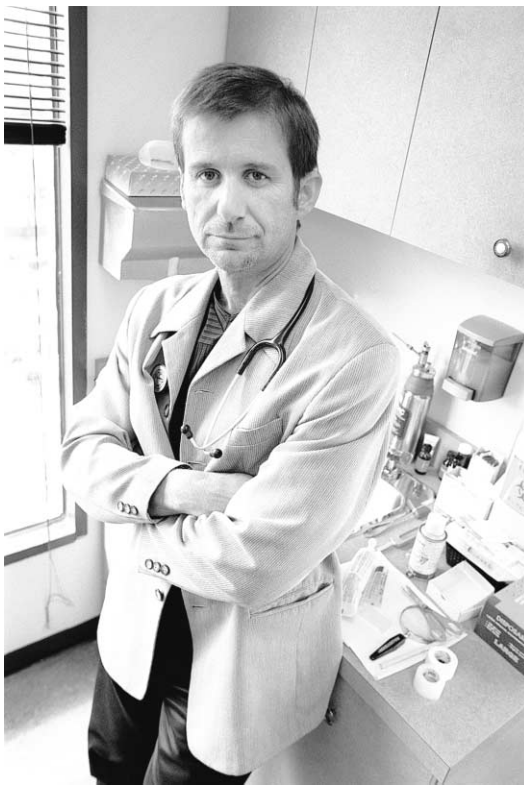


« Le vagabondage est toujours la conséquence d'un processus, d'une descente aux enfers qui, cercle par cercle, peut s'échelonner sur quelques mois ou sur plusieurs années. » — D<sup>r</sup> Réjean Thomas

pour ne pas parler du destin. Ainsi, mille facteurs peuvent, d'une manière lente et insidieuse, entraîner graduellement une personne dans la rue : perte d'un emploi, d'un loyer, rupture, abandon, déracinement, pauvreté, violence familiale, abus sexuel, solitude, toxicomanie, problèmes de jeu, problèmes de santé mentale (40 % des gens qui s'y retrouvent en souffrent). Et ces facteurs viennent rarement seuls. Ils se tiennent souvent la main pour distribuer leurs cartons d'invitation.

Non, la rue n'est pas un choix. Elle se présente souvent comme le dernier recours après avoir tout perdu ou encore comme un moyen de fuir une réalité quotidienne devenue insupportable. C'est souvent le cas avec les jeunes fuyeurs que rencontrent les infirmières de Médecins du Monde. La rue leur semble bien tranquille comparée au foyer familial où règne la terreur. Mais c'est un leurre.

Le jeune est souvent idéaliste. Les grandes artères et les quartiers *hot* du centre-ville



sont pour lui des gages de liberté. Belle liberté ! Le caractère anonyme de la grande ville est aussi un atout à ses yeux. Enfin un endroit où il pourra se faire oublier deux heures ou deux jours, le temps d'une fin de semaine, histoire de reprendre ses esprits et de faire le point (ou la fête). Certains en reviennent, d'autres pas. Rapidement entourés par des plus « expérimentés », par des plus débrouillards, ils se laissent guider, parfois la drogue gratuite aidant, vers des cercles infernaux qu'ils confondent pendant un temps avec ceux du paradis.

### Un homme d'action

Contrairement à ce qu'en pense l'homme de la rue, le sans-abri n'est pas un paresseux. Au contraire, il est un homme d'action (il n'a pas le choix). Ses journées et ses nuits, il les passe à chercher et à appliquer des stratégies pour survivre dans la jungle urbaine. Mais il est aussi un combattant épuisé et désorganisé physiquement et surtout psychologiquement. C'est d'ailleurs cette désorganisation

psychologique qui a fini par faire éclater son univers quotidien de jadis pour le conduire, petit à petit, dans des maisons de chambres, des refuges, des soupes populaires, des squats, des abris de fortune ou sur une bouche de métro.

L'éclatement de l'univers physique va de pair avec l'éclatement de l'univers mental dans bien des cas. L'identité d'une personne a de la peine à se maintenir tout d'un bloc lorsque tout s'écroule autour d'elle. On n'a pas idée de ce que pouvait représenter l'abri de fortune sous le viaduc Notre-Dame pour les quelque presque-sans-abri qui s'y trouvaient. Un royaume, rien de moins. En le démembrant et en l'emportant dans leurs camions, les employés de la Ville de Montréal ont aussi emmené un petit morceau des gens qui s'y réfugiaient.

Tout comme l'espace, le temps finit par prendre une drôle de dimension dans la tête de ceux qui n'ont que la rue pour l'égrener. Le temps est comme un muscle. À force de rester sur place, il finit par se contracter. Ainsi, le présent devient de plus en plus envahissant chez le vagabond. Il y a tant à faire, maintenant. Le passé, on aime mieux l'oublier. L'avenir, quant à lui, reste toujours incertain, hypothétique et surtout beaucoup trop compliqué à gérer.

S'y projeter demande tellement d'énergie, d'effort mental. Penser à demain, c'est comme essayer de prévoir deux coups d'avance aux échecs. Penser à ce que l'on fera la semaine prochaine, c'est vouloir entreprendre une partie complète contre Kasparov : une montagne et la certitude d'être mis échec et mat. Et de toutes façons, pourquoi s'attarder à ce dont demain sera fait, alors qu'on ne sait même pas s'il y aura à manger le soir même.

Dans cet état d'esprit, on peut imaginer les difficultés auxquelles sont confrontées ces personnes lorsqu'elles ont à se froter à nos modes de vie hyper synchronisés. Suivre une prescription médicale ; se présenter à un rendez-vous ; se lever et se coucher à heure fixe ; attendre à l'urgence... Les sans-abri n'ont pas le temps. Prisonniers du maintenant, c'est dorénavant le temps qui les possède.

Voilà autant de traits qui caractérisent l'univers mental dans lequel bien des sans-abri ont fini par s'emmurer avec le temps. Les avoir à l'esprit nous fait mieux comprendre tout ce que ça prend d'énergie, de patience, de tolérance et d'ouverture d'esprit lorsque vient ou viendra le temps d'aller vers eux et de les aider (car on ne peut pas les laisser tomber !). Ils ont beau être le miroir de tout ce que l'on ne veut pas être, ils sont ce que nous sommes, des êtres humains, nos semblables.

**DEMAIN :  
Pour briser le cercle du vagabondage.**

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### Logique policière ?

AUJOURD'HUI, vers 18h30, à l'angle des rues Saint-Denis et Sherbrooke, j'ai vu deux policiers qui venaient d'interpeller un squeegee, briser sauvagement ses outils de travail. À l'aide de leurs pieds, les policiers arrachaient en soulevant les lames-éponge des bâtons auxquels elles étaient fixées, sous les protestations bien faibles du squeegee.

Peut-être cet individu avait-il effectivement commis une infraction. Alors, qu'on l'arrête, qu'on lui colle une amende ou qu'on applique la sanction prévue. Mais si l'on souscrit à la mesure arbitraire dont j'ai été témoin, poussons la logique plus loin et essayons d'imaginer les sanctions que risquent d'encourir les coupables des délits suivants.

Un cycliste qui enfonce le code de la route : la police lui « pète » ses broches de vélo ? Une personne arrêtée pour

conduite en état d'ébriété : on lui « pète » ses pneus pour l'empêcher de récidiver ou on lui coupe ses cartes de crédit en morceaux pour qu'elle ne retourne pas boire ? Un voyeur qui se fait pincer dans les toilettes des femmes : on lui casse ses lunettes pour qu'il ne soit pas tenté de recommencer ? Une femme au volant, distraite par une émission de radio, qui omet de faire un arrêt obligatoire : on arrache l'antenne de son auto pour lui donner une leçon ?

Peut-être que je n'aurais pas dû écrire cette lettre, avec copie aux autorités policières, et l'acheminer par courrier électronique. Tout à coup qu'on viendrait me « péter » mon ordinateur ou bien arracher ma connexion Internet ?

SUZANNE PERRON  
Montréal

### Recette miracle

Madame Ouimet,

J'AI LU votre éditorial de jeudi à propos du sport-étude et du bowling. Il y a peut-être quelque chose qui vous échappe... Que l'enfant ou l'adolescent fasse du bowling, du mini-putt ou du macramé, on s'en fout. Ce qui importe c'est que la possibilité de pratiquer quotidiennement cette activité le motive suffisamment pour qu'il reste aux études. Trouver chez l'adolescent ce qui le fait « tripper », permettez-lui d'assouvir cette passion à tous les jours à la condition qu'il réussisse ses études... et vous avez là une recette miracle pour diminuer le problème des drop-out !

ANTONIN FORTIN

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur  
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information    ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## Rentrer à la maison



Dépit. Rancoeur. Méfiance. À chaque jour qui passe, ces sentiments qui ont largement contribué à déclencher le conflit à Radio-Canada creusent un fossé encore plus profond entre la partie patronale et le syndicat. S'il n'y avait eu, à la base, un profond problème de gestion des ressources humaines qui perdure depuis des années à la société d'État, ce conflit se serait réglé en quelques jours. En attendant, ce sont les téléspectateurs qui écopent.

Bien sûr, les revendications syndicales sont importantes. Équité, précarité, ce sont là de grandes questions avec lesquelles on ne badine pas. Mais prenons l'enjeu de l'équité salariale. Les patrons de la télé et de la radio se sont formellement engagés à mettre sur pied un comité indépendant chargé d'examiner l'iniquité salariale et d'y proposer des solutions. Que peuvent-ils faire de plus ? Mais le syndicat refuse de conclure une entente s'il n'y a pas garantie de résultats. Pourquoi ? Parce que les employés se méfient viscéralement de leurs patrons. Une méfiance qui provient d'années de relations tendues et de climat de travail malsain à Radio-Canada.

Le président de la société d'État, Robert Rabinovitch, a bien été obligé, tout récemment, de reconnaître les faits : le plus gros problème de son entreprise réside dans ses relations avec ses employés. Un sondage réalisé à l'intérieur de la boîte par une firme torontoise le démontre éloquentement. Un employé sur deux juge le climat malsain à la SRC. Six sur dix estiment que le moral des troupes est mauvais. Moins d'un employé sur cinq croyait que Radio-Canada était bien gérée. Il ressort également de ce désastreux coup de sonde que Radio-Canada est un milieu où la collaboration et le travail d'équipe ne sont pas encouragés. Ces résultats, valables pour les deux réseaux confondus, n'ont pas pu être scindés pour jauger l'état d'esprit des employés du réseau français. Certains suggèrent que

c'est parce qu'ils auraient été encore plus catastrophiques.

■ ■ ■

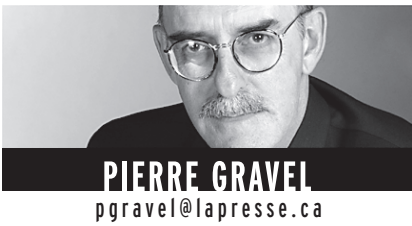
Voilà la toile de fond de ce conflit de travail. Voilà pourquoi chaque camp s'obstine dans la ligne dure. Stratégiquement, le Syndicat des communications a été mal avisé. Il a lancé un mouvement de grève alors que d'autres négociations débutent avec la puissante Guilde canadienne des médias, qui représente les employés de la CBC. Les patrons de Toronto vont évidemment éviter à tout prix de laisser les employés du réseau français « gagner » une négociation alors qu'il en entament une autre.

Ensuite, le syndicat a mal informé ses membres des éventuelles conséquences d'une grève de 24 heures. Plusieurs syndiqués n'avaient pas réalisé que leur décision pourrait facilement dégénérer en un long lock-out. Et les conséquences sont catastrophiques pour certains : prenez cette employée qui sera privée de congé de maternité parce qu'il lui manque quelques dizaines d'heures de travail pour satisfaire aux barèmes de l'assurance-emploi.

Cela dit, ces années de tensions larvées ont également produit une direction braquée contre ses employés, qui, dans ce conflit, fait preuve d'une inexplicable intransigeance. En plus de manquer de vision — combien de téléspectateurs habitués du Téléjournal resteront accrochés ailleurs après de longs mois de grève — l'obstination de la partie patronale à employer toutes sortes de mesures dilatoires pour ralentir des négociations a quelque chose d'odieux. Et de profondément injuste pour le téléspectateur, qui paie pour un service public auquel il n'a pas droit.

Le public de Radio-Canada est d'ailleurs l'élément oublié de ce conflit : dans cette guerre, personne ne semble songer à lui. Il est urgent que ça change et que, des deux côtés de la table de négociation, on mette un peu de côté la méfiance pour régler rationnellement ce conflit qui n'a pas de sens. Ensuite, tous devront s'attaquer à une lourde tâche : refaire de Radio-Canada un endroit où il fait bon travailler. Pour enfin redonner son sens chaleureux au nom de l'édifice du boulevard René-Lévesque, baptisé, en des temps plus harmonieux, la Maison de Radio-Canada.

## Nécessaire vigilance



Certains propriétaires sont déchainés, des éventuels locataires soulagés et on se retrouve, encore une fois, au cœur d'une grosse tempête dans un verre d'eau. Ou, plus précisément, d'un débat inutile où les préjugés des uns et des autres font perdre de vue des faits assez simples et quelques principes de base.

Toute cette question tourne, en fait, autour de la possibilité, pour le propriétaire d'un logement d'utiliser le numéro d'assurance-sociale (NAS) d'un aspirant locataire. En réponse à la plainte d'un citoyen affirmant qu'on avait refusé de lui louer un appartement à cause de son refus de donner ce renseignement, la Commission d'accès à l'information (CAI) n'a pas que confirmé la relative confidentialité de cette donnée personnelle. Elle a aussi rappelé l'interdiction à laquelle, en dehors du ministère du Revenu et d'Hydro-Québec, de s'en servir. Autrement dit, nul ne peut demander, encore moins exiger, cette précision ni même la noter pour l'utiliser dans le cas où elle aurait été donnée librement en guise de référence ou gage de bonne foi.

La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec a promis d'en appeler de cette décision en alléguant que le NAS est l'unique moyen qui permette d'avoir accès aux dossiers de crédit des gens concernés. De là à conclure que ceux qui n'ont rien à cacher ni à craindre ne devraient pas s'opposer à cette vérification, il n'y a qu'un pas évidemment très facile à franchir. À l'inverse, voir dans une

telle enquête une intrusion intolérable de la part des méchants capitalistes propriétaires dans la vie privée des malheureux qui sont à la recherche d'un toit tient également du charriage absolu.

En fait, il n'est pas exact que ce fameux numéro soit essentiel pour compléter une enquête de crédit. C'est tout au plus une précision susceptible d'accélérer les choses et un moyen de limiter les risques d'erreurs pouvant découler de confusion entre deux citoyens portant le même nom. Par ailleurs, rien n'interdit aux propriétaires de demander d'autres informations : identité de l'employeur, preuve de revenus, nom des anciens propriétaires, références bancaires, etc. À l'inverse, il est toujours possible pour tout aspirant locataire, qui ne considère pas a priori un éventuel propriétaire comme un ennemi à combattre dans une guerre d'usure, de fournir spontanément toutes les preuves pertinentes d'honnêteté et de solvabilité.

Ceci dit, sur le fond, la CAI a raison de rappeler que les données comme le NAS, celui du permis de conduire, ou de la carte d'assurance-maladie ne doivent servir qu'à la fin pour laquelle ils ont été émis. Et que, si on est souvent prompt à dénoncer les abus de ministères ou autres organismes publics qui ne respectent pas toujours la confidentialité de dossiers, par le croisement de fichiers ou la transmission d'informations théoriquement confidentielles, il s'impose d'être tout aussi vigilant devant la possibilité d'autres abus de la part, cette fois, d'entreprises privées.

Sans céder à la paranoïa devant un obscur *Big Brother* auquel rien de personnel ne saurait résister, le danger d'atteintes aux libertés individuelles et aux droits fondamentaux est toujours relié au risque de dérapage et d'utilisation indue des données disponibles. Et il faut savoir gré à la CAI de sa vigilance à ce propos.



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

### DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

## Cadres supérieurs trop bien payés

Nous vous présentons chaque semaine une sélection d'éditoriaux parus dans la presse anglophone du pays. La traduction est de La Presse.

(Globe and Mail, 23 avril)

POUR DE nombreux acteurs du monde des affaires au Canada, l'année 2001 fut éprouvante. Les bénéfices ont plongé, le prix des actions a chuté et l'on a supprimé des emplois. Tous ont senti la morsure, sauf, semble-t-il, les cadres supérieurs des entreprises.

En effet, une étude du *Globe and Mail* de la rémunération des cadres supérieurs montre que dans les 100 plus importantes entreprises canadiennes inscrites à la Bourse, les dirigeants ont bénéficié d'une incroyable augmentation de 54 % de leur traitement. Et cela, malgré une baisse de 13 % des profits (sans même tenir compte de l'effondrement subi par Nortel, une affaire de 27 milliards de dollars) et une diminution de 16 % de l'indice TSE 100. La rémunération de court terme, qui exclut les gains réalisés lors de la levée d'options, mais comprend le salaire, les primes et autres avantages particuliers, a fait un bond de 25 %.

De nombreux experts de la rémunération ont considéré 2001 comme une « année charnière » étant donné qu'elle a été marquée par le premier ralentissement économique d'importance depuis que les autorités canadiennes ont commencé à contraindre les compagnies à dévoiler le système de rémunération de leurs cadres supérieurs.

Les responsables de la réglementation et les défenseurs des droits des actionnaires avaient nourri l'espoir que l'examen plus serré, par le public, du traite-

ment des PDG allait faire honte aux compagnies et les inciter à faire coïncider d'un peu plus près la rétribution et les performances financières. Malheureusement, ce ne fut pas le cas.

### Situation risible !

Le fait que l'on dévoile leur traitement a plutôt fourni une nouvelle arme aux cadres supérieurs. Et maintenant que tout le monde peut savoir ce que touchent les autres, les compagnies subissent des pressions encore plus fortes qu'auparavant pour améliorer la rémunération des cadres supérieurs, sans quoi elles risquent de les perdre au profit de la concurrence.

Il en est résulté une hausse du salaire et les primes, accordées autrefois à titre de récompense pour une performance extraordinaire, sont désormais attribuées presque automatiquement par de nombreuses compagnies. En fait, la barre de la performance est placée si basse que c'en est risible. L'an dernier, les primes accordées aux PDG canadiens n'ont baissé que de 1,1 %, signe évident que le lien entre les primes et les repères les plus importants de la performance, soit les bénéfices et le prix des actions, n'existe pas.

La véritable aubaine que continuent de constituer les primes pour les PDG canadiens est une trahison à l'égard des actionnaires, qui ont vu leurs investissements rognés considérablement. L'érosion d'un système valable d'incitatifs est doublement frustrante parce qu'elle encourage la médiocrité. On ne récompense plus les PDG pour une performance extraordinaire et on ne les punit plus pour des résultats laissant à désirer. Après presque une décennie de dévoilement de la rémunération, cette approche n'est pas suffisante, et il est grand temps que les actionnaires le fassent savoir.

« L'érosion d'un système valable d'incitatifs est doublement frustrante parce qu'elle encourage la médiocrité. »

## Nouveau marché pour les villes

(The Gazette, 24 avril)

À TITRE de ministre des Finances de ce pays, Paul Martin est bien conscient que les villes canadiennes ont payé le prix fort pour l'élimination des déficits fédéral et provinciaux. Alors, c'est bon de le voir prendre la parole à la Chambre des communes et d'indiquer qu'il faut faire quelque chose pour aider les villes à assumer leurs responsabilités financières accrues.

C'est dans la logique des choses que le gouvernement fédéral se fasse le meneur dans ce dossier étant donné que c'est M. Martin lui-même qui a effectué des coupes massives dans les paiements de transfert aux provinces. Si ces mesures ont été profitables au bilan du gouvernement fédéral, elles ont toutefois déclenché une série de « pelletages » par les gouvernements provinciaux, qui ont entraîné les problèmes fiscaux actuels que connaissent de nombreuses grandes villes. Un plan d'action fédéral contribuerait à réaliser la quadrature du cercle.

Ainsi que M. Martin l'a men-

tionné lundi aux Communes, les villes sont devenues « le lieu essentiel de la croissance économique » au 21<sup>e</sup> siècle. Le ministre réagissait ainsi à une étude du Groupe financier de la banque TD qui prône « une nouvelle façon de penser à l'égard des villes canadiennes ».



Paul Martin

L'étude recommande également que les gouvernements fédéral et provinciaux accordent aux villes une part des taxes de ventes et d'accises, comme c'est le cas dans certaines parties de l'Europe et aux États-Unis.

En vertu de la Constitution, les villes sont du ressort des provinces, mais celles-ci ont manifesté peu de sympathie envers la condition fiscale des villes. Les provinces ont tout simplement transféré certaines de leur responsabilités de dépenser aux municipalités. De 1995 à 2001, précise le rapport de

la TD, les revenus fédéraux ont augmenté de 38 %, grâce à des recettes fiscales plus élevées et à des taxes de vente rapportant davantage en raison de la croissance économique. Pour leur part, les revenus des municipalités n'ont augmenté que de 14 %. Voilà le véritable déséquilibre fiscal au Canada, et il faut le corriger.

Les villes ont des besoins pressants. Il faut à Vancouver des meilleures infrastructures (ponts et rues) pour attirer des investissements du secteur manufacturier. Toronto est aux prises avec un sous-prolétariat plus nombreux, sans abri. Et Montréal, la plus vieille des trois villes, présente également l'infrastructure la plus âgée. Les vieilles canalisations d'eau, par exemple, laissent fuir autant d'eau qu'elles en transportent.

L'étude de la TD met le doigt sur le bobo. Et l'appui de M. Martin à un « Nouveau marché financier » pour les villes donne un élan fort nécessaire à un enjeu politique crucial. Les paroles doivent maintenant se transformer en actes.

# À votre tour Savoir rouler

PHILIPPE RIONDEL  
*L'auteur est un Montréalais.*



J'aurais fait état de mon cahier de doléances pour la belle saison qui s'en vient. En rêvant d'être entendu, bien sûr...

Je suis usager du réseau routier et de pistes cyclables à la fois comme cycliste et patineur. Malheureusement, les abus et autres incohérences que j'y ai constatés au fil du temps obligent à faire le constat qu'il y règne une certaine anarchie, de nature à perdre le plaisir de pratiquer ces activités. Ces types de déplacements riment avec liberté, et cette dernière devrait inclure la possibilité de rouler sans menace. Ceci m'amène à la conclusion qu'il nous est nécessaire, en temps que rouleurs sportifs, de revendiquer non seulement des droits mais aussi des obligations.

Ainsi, certains se déplacent sur les pistes cyclables d'une façon criminelle et il serait bon de respecter un code de conduite minimum sur ces pistes cyclables. Deux types d'excès s'y constatent : la vitesse (eh oui, là aussi !) et les dépassements dangereux.

On croise à longueur de temps des épais, sans le talent, qui se prennent pour Lance Armstrong (y compris le déguisement) et qui se permettent des pointes à 40 km/h au milieu des usagers qui roulent pour se détendre. Quelqu'un peut-il leur rappeler que les pistes des parcs, telles celles du parc Maisonneuve, ne sont pas des vélodromes ? On trouve d'ailleurs le long du canal Lachine des panneaux de limitation à 20 km/h. Il serait peut-être bon qu'on les fasse respecter.

Et puis trop de cyclistes doublent, sur ces voies privilégiées, au mépris des usagers venant en face, et obligeant ceux-ci, pourtant dans leur bon droit, à se serrer pour éviter ces bombes roulantes. Un choc entre cyclistes ou patineurs à une vitesse cumulée de 40 km/h peut tuer, faut-il le rappeler ? C'est triste à dire, mais je commence à appréhender de rouler en ces lieux et à y trouver de moins en moins de plaisir. J'ai frôlé l'an dernier plusieurs accidents graves à cause de ces fous roulants et je me demande s'il faudra un accident mortel pour qu'on prenne conscience de ce problème.

**Code de conduite**  
Il y a trop d'adeptes de ces activités pour que les pouvoirs publics continuent plus longtemps de se désintéresser de la sécurité qui les entoure. D'autant plus



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Philippe Riondel

qu'en cas d'accident, c'est la communauté qui paie. En revanche, pour rester crédibles, aux yeux des pouvoirs publics, et pour éviter qu'ils nous imposent du n'importe quoi, comme le casque (ce jour-là, je racrocherais pour de bon ma bicyclette), il faudrait que nous ayons un code de conduite minimum et que, cyclistes comme patineurs, nous nous comportions de façon plus adulte :

- > ne pas prendre les rues dans le sens interdit,
- > comprendre que lorsqu'ils sont sur un trottoir, ils doivent s'effacer devant le piéton et non l'inverse ;
- > respecter les feux rouges ou à tout le moins d'observer la plus extrême prudence en les brûlant — je suis toujours sidéré de voir l'inconscience de ceux qui arrivent sans ralentir aux lumières rouges.

Je n'aime pas beaucoup faire appel à la peur du gendarme pour ramener les gens à la raison, mais il se trouve que le plus grand nombre pâtit du comportement de ces quelques excités qui sentent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent en toute impunité.

Je rêve également de voir la courtoisie des automobilistes vis-à-vis des cyclistes — et aussi des piétons — qui malheureusement

tend à disparaître (surtout chez les taxis), redevienne ce qu'elle était.

Par ailleurs, il faudrait peut-être admettre aujourd'hui que les cyclistes et patineurs ont beaucoup à partager et que cela se traduise dans les faits. Ces deux communautés, où on retrouve d'ailleurs souvent les mêmes personnes, ont en commun un même goût de l'exercice, du plein air et de la liberté, et se déplacent sur les mêmes réseaux, souvent à vitesse et encombrement équivalents. Leur cohabitation doit dès lors devenir plus conviviale et leurs actions en vue de leur développement doivent être plus concertées.

**Pistes à suivre**  
Sans que cela soit exhaustif, on pourrait citer quelques orientations :  
> Exiger, lors de la création de nouvelles pistes, un peu plus de concertation ou de sens pratique, de façon à éviter des hérésies comme la Place des cyclistes, au parc Lafontaine, qui a été réalisée en pavés autobloquants, véritables pièges pour les patineurs à roues alignées. À ce chapitre, le Vieux-Port devraient être revue dans sa partie orientale.  
> Il faut exiger un meilleur entretien des pistes cyclables. En

créer, c'est bien, mais si c'est pour les laisser retourner au chaos par négligence, c'est vain. Je pourrais ainsi citer, sur la piste cyclable de Rachel, une zone sale et dangereuse qui depuis trois étés n'a jamais été nettoyée : honte aux cols bleus ! (J'envisage d'ailleurs d'aller y faire moi-même leur travail au cours du printemps.)

> Il serait bon que les piétons évitent de fréquenter les pistes cyclables, surtout avec des poussettes, et circulent, lorsqu'ils ne peuvent faire autrement, à gauche de façon à se serrer lorsque arrive un cycliste ou un patineur.

> Pourquoi ne pas diffuser, en commun, et avec l'aide du MTQ un livre blanc ou bleu du savoir rouler ?

Toutes ces idées, ne sont pas irréalistes, elles obéissent simplement au bon sens, elles sont faciles à mettre en oeuvre et pourraient grandement contribuer à ce que le plaisir de rouler en liberté ne disparaisse jamais.

**À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Riondel recevra une copie laminée de cette page.**

## Les « terroristes » de l'art

NIKOLAI KUPRIAKOV  
*L'auteur est directeur et artiste peintre à la Galerie-Ateliers Artus.*

Monsieur Gérald Tremblay,  
J'AI REÇU la lettre d'infraction de votre service de travaux publics où on m'accuse d'avoir collé une affiche sur le mobilier urbain. Je ne l'ai pas fait !

Par contre, et cela juste entre nous, je connais les coupables. Ce sont de pauvres artistes qui ne portent pas le nom de Céline Dion. Ils n'ont pas les moyens de se payer une publicité. Pour communiquer avec le public il leur faut commettre une « crime » en collant leurs affiches sur le « mobilier urbain ».

Je dois vous faire part de ma grande déception face à cette nouvelle invention de vos braves fonctionnaires. En effet, monsieur le maire, la belle phrase de votre lettre d'infraction « ... l'administration municipale met un accent prioritaire sur la propreté et sur la qualité du cadre de vie des résidents dans leur quartier respectif » porte à croire que vous êtes particulièrement préoccupé par la qualité de notre vie... Parfait !

Quelle noble cause justifiant de poursuivre le petit enfant qui, dans le désespoir d'avoir perdu son chat, a collé une annonce sur votre « mobilier urbain ». Ou, encore mieux, de commencer la chasse aux artistes qui vous offrent leur âme et leur art et n'ont d'autre choix que d'utiliser cette même forme de publicité « sauvage ».

**Grâce aux artistes !**  
En harcelant les commerçants avec vos lettres d'infraction, vous espérez sans doute qu'ils feront pression sur les artistes pour qu'ils cessent d'afficher leur publicité. Ne comptez pas sur moi !

Vous savez, monsieur le maire, le Plateau Mont-Royal, est devenu un quartier riche de vie, connu à travers le monde, grâce aux artistes. Ce sont les artistes qui, en s'installant ici, ont créé une ambiance culturelle exceptionnelle. Et, que vous le vouliez ou non, leurs affiches nous informant des divers événements, sont indispensables à cette ambiance que nous aimons et que nous voulons préserver.

Je trouve très « plate », monsieur le maire, d'avoir à subventionner sans le vouloir votre opération contre les « méchants terroristes » de l'art. Avant de nourrir mes enfants, je paie les taxes d'affaires, scolaires et municipales. Je paie votre salaire, je paie le salaire de vos inspecteurs qui, en retour, confortablement pourchassent les artistes montréalais...

En effet, monsieur le maire, je commence à avoir la forte impression que vos fonctionnaires sont des génies d'invention quand il faut faire c... leurs concitoyens. Parce que, je dois vous avouer, qu'effectivement vous avez réussi à me faire c... énormément en m'obligeant à contribuer à votre campagne de « mobilier urbain » propre.

Je voudrais bien savoir combien va nous coûter votre nouvelle initiative : le salaire des fonctionnaires qui se promènent sur la rue pour inspecter les poteaux, l'équipement photographique pour monter la preuve, les lettres, les multiples poursuites en cours perdues d'avance par la ville, le temps perdu des contribuables qui les contesteront, l'argent perdu par ceux qui ne le feront pas faute de temps, etc.

Peut-être pourriez-vous, au contraire, investir la même somme d'argent pour développer un système simple d'accrochage et décrochage de la publicité sur notre « mobilier urbain ». Cette approche serait probablement mieux appréciée par le milieu artistique, par les commerçants, et enfin, par les citoyens de Montréal.

**Deux questions  
M. le maire**

Mais, pour l'instant, je dois vous remercier, monsieur le maire, de votre soutien aux arts et vous féliciter de votre créativité à trouver la manière la plus efficace d'aider les jeunes artistes québécois. Cette politique va tout à fait dans le sens du discours de vos collaborateurs lors de leurs multiples rencontres avec des représentants du milieu culturel.

Pour terminer j'ai deux questions à vous poser, monsieur le maire.

Première question : Quand vous avez voulu qu'on vote pour vous pendant votre campagne électorale, on a eu le plaisir d'observer votre « face » sur tout le « mobilier urbain » de Montréal ; avez-vous alors été emmerdé par la Ville de Montréal ?

Deuxième question : N'avez-vous rien d'autre à faire que de vous battre avec des enfants qui ont perdu leurs chats, des étudiants et de jeunes artistes... ? Vous n'avez pas d'autres priorités... ? Peut-être ne savez-vous pas quoi faire avec notre argent... ?

## Un problème, l'argent ?

BENOÎT MALRIC  
et ANNIE CHARRON-LAMOUREUX  
*Les auteurs habitent respectivement à Repentigny et à L'Assomption.*

NOUS SOMMES dans un monde de consommation et, personne ne peut le nier, dans un monde où les besoins doivent être comblés. Ces besoins sont toujours grandissants et illimités tandis que les ressources et le temps pour y parvenir sont limités. C'est pourquoi notre monde roule si vite. Mais pourquoi ? Pour le confort ? Nous ne croyons pas. Nous détruisons

jour après jour notre planète avec notre pollution et nos autres actions et cela va finir par nous tuer aussi. Alors, pourquoi vouloir combler superficiellement des besoins futiles quand nous ne sommes même pas encore capables de satisfaire ceux de base ?

Chaque jour, la haine est propagée, car l'individualisme ferme l'ouverture aux autres. Alors nous passons approximativement 40 ans de notre vie, 40 heures par semaine pour la plupart et ce cinq jours sur sept, afin d'accumuler de l'argent qui nous servira à combler ce qu'on nous dit de combler. Nous détruisons jour

après jour notre planète, nous perdons notre existence à observer la vie des autres sur un écran plutôt que de nous concentrer sur la nôtre. Nous restons là à gagner de l'argent pour ensuite le dépenser pour des biens inutiles plutôt que de nous concentrer sur nos capacités.

Le système nous dit que nous sommes libres, mais le sommes-nous vraiment ? Libres de choisir nos actions, mais peut-on vivre sans argent ? Selon nous, le problème n'est pas l'argent, mais plutôt la manière dont nous nous en servons.

lasse pas d'entendre à la radio, des gospels ou du folklore, tout cela est tellement agréable, que cela devient un exercice qu'on a le goût de répéter jusqu'à l'apprentissage complet des chansons. On peut même « se faire à croire » qu'on est les solistes d'une grande vedette ! De plus, le fait de s'impliquer au sein du conseil d'administration, de se rencontrer pour mettre sur pied un spectacle rend cette passion encore plus concrète et très stimulante.

Que dire des pratiques hebdomadaires qui débutent en septembre et se poursuivent jusqu'en mai

pour aboutir à un spectacle. Il faut être disponible, ouvert à essayer des nouvelles mises en scène, prêt à connaître nos partitions par coeur et surtout être tolérant face aux erreurs, aux insatisfactions et aussi à nos désirs non assouvis. Mais, après s'être donné entière avec toute la fébrilité qui précède le spectacle, on est tellement content de nous que toutes les mécontentes passées sont oubliées.

La semaine suivant le spectacle, lorsque le stress est tombé, je ressens alors un grand vide, un creux là où l'énergie passait. Les amis me manquent et miraculeusement toutes les paroles des chansons que j'ai oubliées durant le spectacle me reviennent sans effort. On se rencontre à nouveau à l'été, on visionne le vidéo, on parle de ce que l'on chantera à l'automne et des nouveaux choristes qui se grefferont à nous. On a bien hâte.

Je pourrais vous en parler longtemps du plaisir de chanter dans un chœur peu importe son importance, son style et sa vocation. Vous écrire ce texte et vous transmettre ce mode de vie, me réjouit. Je le fais aussi pour tous les gens qui comme moi partagent cette passion, mon conjoint qui est pianiste lors des répétitions, mes enfants qui fredonnent nos partitions, mes amis qui me supportent et m'encouragent à continuer ce merveilleux loisir. Vous savez la musique rejoint toutes les catégories de gens peu importe les paroles.

« Un loisir qui s'est transformé en passion et même en thérapie. »

## Pas si « quétaine » que ça le chant choral !

JULIE LAFLAMME  
*L'auteure est présidente du Choeur Pop de Sherbrooke depuis 3 ans et choriste depuis 7 ans.*

DEPUIS l'époque où j'étais toute jeune, j'ai toujours aimé chanter, que ce soit devant le miroir à 8 ans, dans une chorale de paroisse à 12 ans et dans ma douche par la suite. Jusqu'à ce que, ayant banni la cigarette de ma vie et retrouvé une voix moins éraillée, je me décide enfin à m'inscrire dans une chorale.

Le plaisir d'être avec des gens qui ont envie de chanter ensemble est un loisir, une dose d'énergie qui, avec les années, s'est transformée en passion et même en thérapie à certaines occasions. Se permettre d'interpréter à quatre voix (alto, soprano, ténor et basse) des pièces de chansonniers connus, des grands classiques qu'on ne se

# LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

## Francesco Bellini

**Francesco Bellini, chercheur scientifique et homme d'affaires, vient de faire un don de 10 millions à l'Université McGill.**

JEAN-PAUL SOULIÉ

L'Université McGill vient de recevoir de Francesco Bellini un don de 10 millions de dollars destiné à la construction d'un ultramoderne pavillon des sciences de la vie. Le Pavillon Francesco-Bellini dont la réalisation coûtera au total 57 millions de dollars, constituera le noyau du plus gros complexe de recherche en son genre dans l'est du Canada. Ce sera aussi l'un des plus importants projets de construction de l'histoire de McGill.

Chercheur scientifique et homme d'affaires, Francesco Bellini est arrivé au Canada en 1967, à vingt ans, avec un diplôme de chimiste d'un institut de technologie de son pays d'origine, l'Italie. Il venait rejoindre son père, employé au Canadien Pacifique, et sa mère, couturière dans une usine de pantalons.

À Montréal, il obtient en 1972 un baccalauréat en science du collège Loyola, devenu l'Université Concordia, et en 1977 un doctorat en chimie organique de l'Université du Nouveau-Brunswick. D'abord chercheur dans une filiale d'une multinationale pharmaceutique, Francesco Bellini met sur pied, à partir de 1984, la division de biochimie de l'Institut Armand Frappier de l'Université du Québec. Détenteur de plusieurs brevets et co-brevets, il est un des cofondateurs de BioChem Pharma en 1986.

Francesco Bellini et ses associés y ont mis au point et commercialisé des médicaments tels que le 3TC, le premier produit anti-VIH, qui reste encore aujourd'hui la pierre angulaire des thérapies combinées VIH/sida. BioChem Pharma a également découvert et commercialisé le seul médicament oral approuvé pour le traitement de l'hépatite B. Quand BioChem Pharma est passée sous le contrôle de la multinationale Shire, sa valeur atteignait les 6 milliards de dollars canadiens.

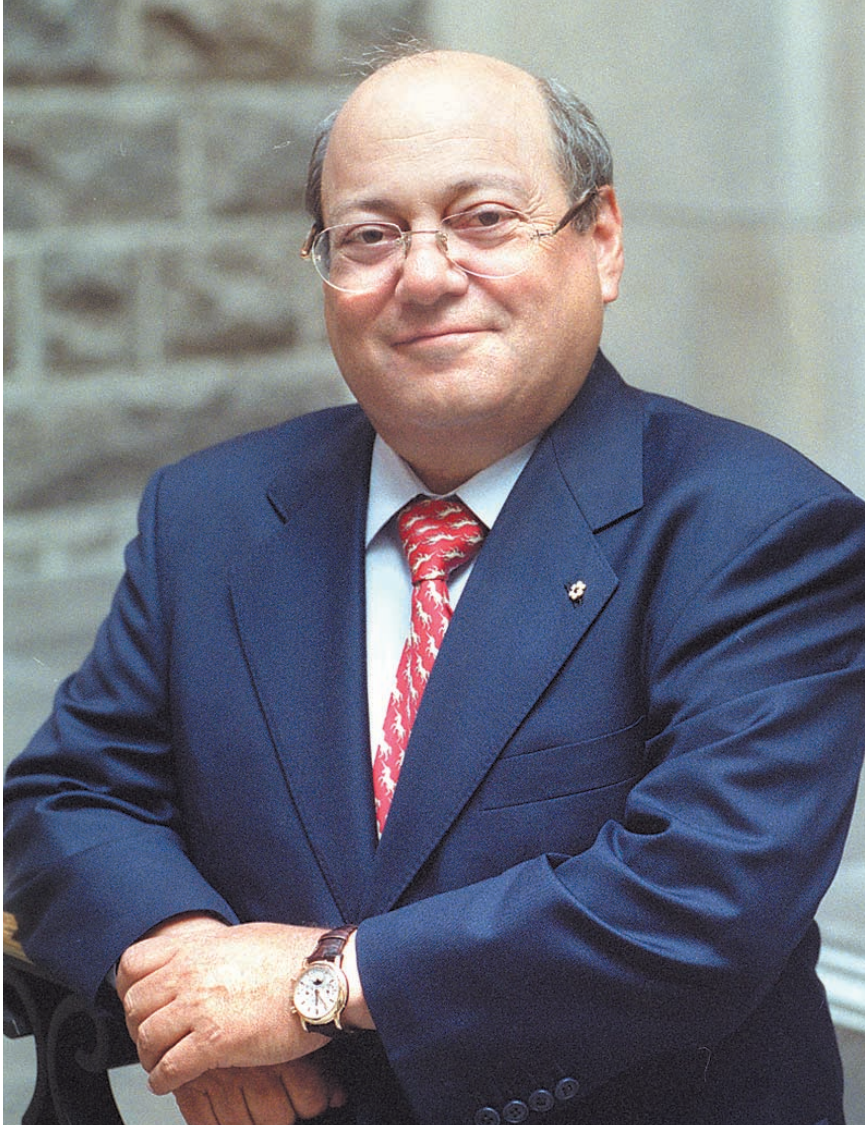
La Presse souligne le don de 10 millions de dollars de Francesco Bellini

à l'Université McGill et nomme le généreux mécène *Personnalité de la semaine*.

«Les sciences de la vie, explique Francesco Bellini, c'est un domaine interdisciplinaire où on trouve des chimistes, des biologistes, des biochimistes, des généticiens et d'autres chercheurs scientifiques. C'est bon de les mettre ensemble. Éventuellement, des entreprises vont se développer autour de ce noyau. La chose importante, c'est qu'on fasse des découvertes. L'Université touchera ensuite des redevances. Sur des ventes d'un milliard de dollars, chaque année il va rentrer 30 à 40 millions. C'est pas mal d'argent.»

Fier de voir le futur pavillon des sciences de la vie porter son nom, Francesco Bellini est toujours étonné du nombre de décorations et d'honneurs qu'il reçoit. Désormais, sur ses cartes de visite, son nom est suivi des initiales O.C., pour l'Ordre du Canada qu'il a reçu en 2000, et de G.U., pour l'Onorificenza Di Grande Ufficiale, la plus haute distinction civile d'Italie, en plus de son Ph.D. Il est aussi Grand Montréalais, membre d'une quantité d'associations et de divers conseils d'administration. Il a reçu deux doctorats honoris causa des Universités d'Ottawa et du Nouveau-Brunswick, et évidemment le Lion d'Or de l'Ordre des Fils d'Italie.

«Dans la vie, il faut toujours être soi-même, dit Francesco Bellini». Dans son bureau, au siège de sa nouvelle compagnie Picchio International, la décoration résume l'homme. Derrière sa table de travail, une superbe oie sauvage, un authentique Riopelle. En face, une vitrine de son Ordre du Canada. Et au mur, une toile représentant la place principale de sa ville natale, Ascoli Piceno. «J'ai fait rénover la maison de mon grand-père, à Ascoli, et mes parents y sont retirés. Vous savez qu'Ascoli est plus ancienne que Rome ? La légende veut qu'elle ait été fondée par les Sabins venus de Troie, leur patrie détruite par les



Fier de voir le futur pavillon des sciences de la vie porter son nom, Francesco Bellini est toujours étonné du nombre de décorations et d'honneurs qu'il reçoit.

Photo MICHEL GRAVEL, La Presse ©

Grecs, et qui, dans leur fuite, ont suivi un pic-bois. Cet oiseau est devenu le symbole de ma vie : le *picchio* — c'est le nom de ma compagnie — cherche toujours, d'arbre en arbre, comme moi je cherche différentes technologies.»

Parti des Marches, sa province, il y a 35 ans, Francesco Bellini y retourne cinq ou six fois par an, avec son unique frère, pour visiter ses parents maintenant âgés de 80 ans. «Ils sont très fiers de ce que j'ai fait, mais je crois qu'ils ne le réalisent pas tout à fait, et c'est bon comme ça. Ma seule préoccupation, c'est qu'ils soient bien.»

À Montréal, toute la famille vivait à «NDG en-bas-de-la-track», cette Petite Italie coincée entre Décarie, Saint-Jacques et Upper-Lachine,

où toutes les maisons ont leur vigne et même des figuiers. «J'y vais encore pour manger des sandwiches chez Momesso, les meilleurs du quartier, dit Francesco Bellini. La famille de ma femme vient aussi de NDG». Incapable de s'astreindre à jouer au golf, Francesco Bellini adore pêcher dans son lac, près de Lachute, et va régulièrement chasser l'oie à Montmagny, le chevreuil à Anticosti et même le très gros gibier en Afrique du Sud, où ses deux fils vont voir les grands matchs de rugby. Quand à lui, en souvenir de ses jeunes années, il s'est acheté un «petit terrain de soccer» à Ascoli Piceno. Chaque année, les gens de son âge, divisés en deux équipes, les «Canadiens» et les «Italiens», y disputent des parties homériques.



Photo MICHEL GRAVEL, La Presse ©



Revoyez toutes les  
personnalités de la semaine

[www.cyberpresse.ca/personnalites](http://www.cyberpresse.ca/personnalites)

[cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

Chaque minute compte